

Tribune socialiste

N° 393 / 19 DÉCEMBRE 1968 / PRIX 1 F



HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

TOUS CONCERNÉS PAR LA CRISE

Les tâches du VI^e congrès

Michel Rocard

Droits syndicaux : les insuffisances

Jacques Ferlus

Le PSU à Renault-Le Mans

Albert Danjou

Le manifeste du P.C. est-il neuf ?

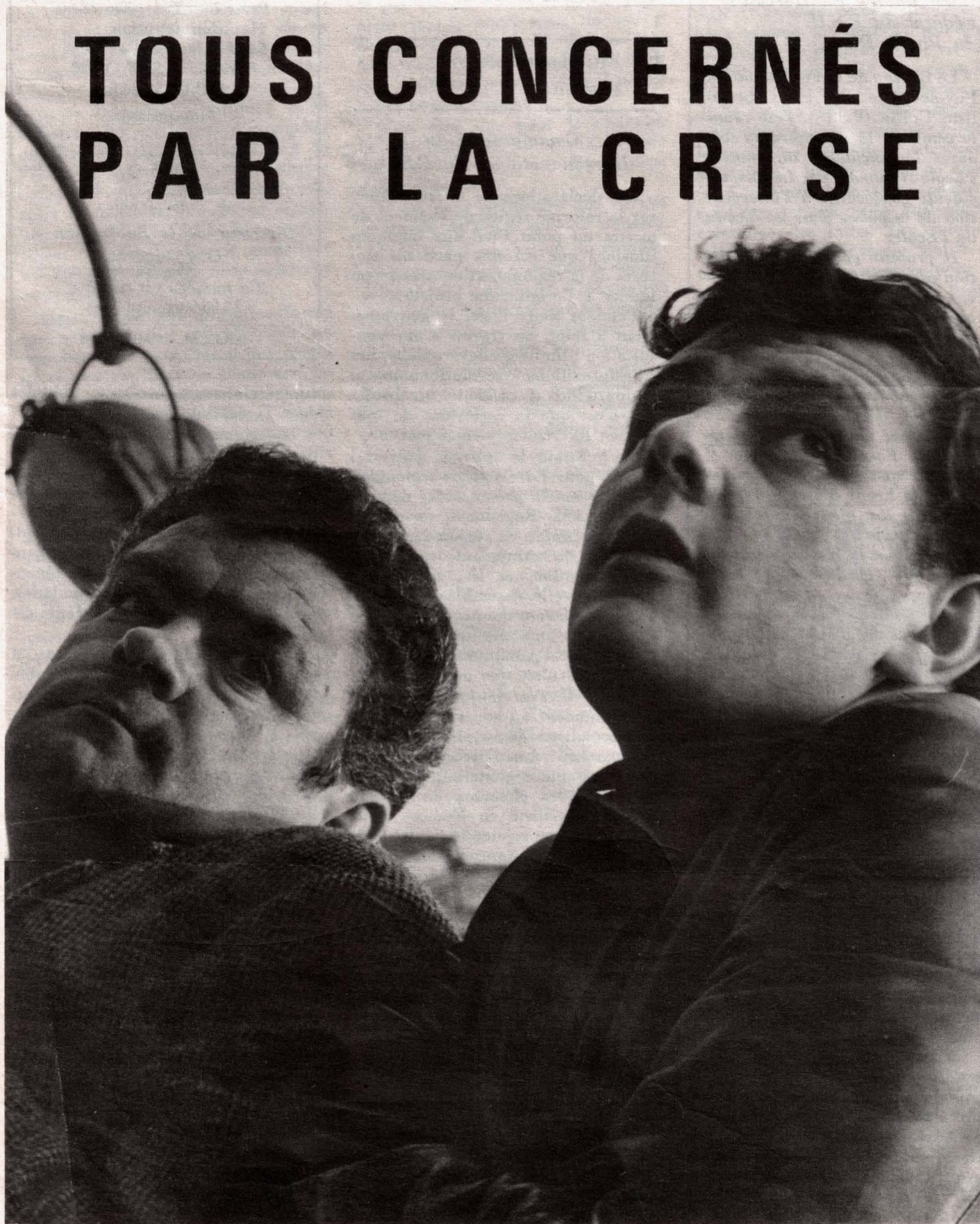
Manuel Bridier

Les catholiques en France

Lucien Saintonge

Les foyers de jeunes travailleurs

Yves Serjeune



« Tribune Socialiste » ne paraîtra pas le jeudi 26 décembre 1968. La Rédaction mettra à profit le temps ainsi dégagé pour accélérer la mise au point du nouveau T.S. prévu pour le 9 janvier 1969. □

□ Clermont-Ferrand : comme Nanterre

Au moment où l'action reprend à Nanterre, où l'on assiste au départ de la répression, la province universitaire entre également en mouvement...

Le quartier universitaire de Clermont-Ferrand ressemblait beaucoup à son homologue parisien en mai, vendredi 13 décembre. Pourtant, au départ, rien qui puisse rappeler Nanterre : une grève d'une journée décidée par les quatre syndicats de l'École Nationale des Impôts (1.200 stagiaires, futurs contrôleurs et inspecteurs) les revendications mises en avant n'avaient rien de très subversif :

- plus d'autonomie pour l'École ;
- versement de la « prime de technicité » promise depuis mai ;
- gestion tripartite (administration-personnel-stagiaires) des cités, amélioration du sort de leur personnel et baisse du prix des chambres et des repas.

Après deux mois d'action des syndicats sur ces thèmes, des entrevues quasi quotidiennes avec le directeur de l'École, et de fréquentes audiences à la Direction générale des impôts, qui « faisaient traîner » avec une mauvaise volonté évidente, le principe de la grève est voté le 4 décembre, par 85 % des élèves le matin et 70 % l'après-midi, le préavis déposé le 6.

Après une tentative de sabotage du directeur (« arbre de Noël avancé au... jour prévu pour la grève, avec vacances des cours ! ») la grève est finalement décidée pour la journée du 13. Vendredi matin, le piquet de grève de dissuasion remplit son rôle — avec beaucoup de civilité — sauf avec quelques fascistes de la F.N.E.F. Mais à 14 heures, peu après que le piquet se soit remis en place, la police (jusque-là restée frileusement dans ses véhicules) lance un ultimatum, et le contenu de quinze cars de C.R.S. se déverse sur la chaussée. Trois minutes plus tard, malgré le début de dispersion (consignes syndicales : éviter l'affrontement) c'est le scénario habituel : charge marcellinesque, matraquages en série, arrestations de délégués syndicaux, de grévistes, de non-grévistes, de passants..., fouilles de l'École, et courses-poursuites dans les couloirs.

Bilan : 3 blessés graves chez les stagiaires, une dizaine d'arrestations, une grève réussie (90 % le matin, 70 % l'après-midi), mais aussi : une agitation générale dans toutes les facultés, entraînant des matraquages agrémentés de jets de grenades, jusque dans le hall de la fac de Droit

— où le doyen, qui s'interposait, fut « bousculé »... Une manifestation spontanée de 2 à 3.000 personnes (surtout étudiants) dans Clermont, jusqu'à 20 h, et une grève générale des facultés lundi. Le résultat, somme toute, est positif : les grandes manœuvres à la Marcellin nous sont fort utiles pour démystifier la Loi Faure chez les étudiants et pour gagner au combat socialiste une fraction des futurs fonctionnaires des finances. (De notre correspondant à Clermont-Ferrand.) □

● (Lire le communiqué du Bureau National, p. 10.)

Communiqué du Bureau Fédéral du P.S.U. du Puy-de-Dôme

Le Bureau de la Fédération du Puy-de-Dôme du Parti Socialiste Unifié (P.S.U.) s'est réuni le vendredi 13 décembre au soir après les incidents survenus à l'École Nationale des Impôts, incidents consécutifs à l'intervention de la police dans les locaux de l'École.

Il proteste contre cette violation caractérisée du droit de grève dans la Fonction publique, qui est à l'origine de manifestations qui ont fait plusieurs blessés.

Le P.S.U. assure de sa solidarité le mouvement de grève des étudiants décidé à la suite de l'important meeting qui s'est tenu à la Faculté des Lettres. Il constate qu'il est urgent de renforcer le Front contre la répression mis sur pied depuis quelques semaines.

Il soutient la lutte des travailleurs pour la défense de leurs droits syndicaux et en particulier le droit de grève et soutient les actions décidées dans les prochains jours par leurs organisations syndicales. 13 décembre 1968.

□ Métallurgie : Accord syndicats- patronat

Après plusieurs semaines de discussions parfois difficiles, les syndicats ouvriers et patronaux de la métallurgie ont signé un accord sur les réductions d'horaires. Cet accord est d'une importance égale à celui qui était intervenu il y a quelques mois dans la sidérurgie lorraine.

Sur les 2.400.000 salariés de la Métallurgie, ce sont 800.000 travailleurs de toutes les catégories qui vont voir leurs horaires réduits d'une demi-heure avant le 1^{er} septembre 1969. Ainsi dans un an les horaires moyens seront ramenés à 52 h par semaine. Mais le résultat essentiel de cette négociation restera que les temps de travail perdus seront indemnisés en-

tre 66 et 80 % selon les catégories, soit 100 % du salaire sans majoration des heures supplémentaires.

Syndicats et patronat se félicitent de cet accord. Les syndicats parce qu'il s'inscrit dans la suite des revendications exprimées en mai. Le patronat parce qu'il vient de découvrir les avantages du dialogue. Aussi pour garantir l'application de cet accord une commission nationale d'interprétation vient d'être mise en place et se réunira le 1^{er} septembre prochain.

De plus dès le mois prochain, les interlocuteurs se retrouveront pour discuter de la classification des emplois, la formation professionnelle, la pré-retraite... La métallurgie termine bien l'année et s'assure de bien commencer la suivante. □

□ Sur le débat régional

Communiqué du Bureau national du P.S.U.

Les déclarations de M. Jeanneney sur la réforme régionale viennent de mettre un point final aux quelques illusions que certains partisans sincères de la régionalisation avaient pu fonder à l'origine du projet.

Pendant deux mois, le gouvernement a feint, au travers d'une consultation limitée, de vouloir des transformations « révolutionnaires ». Aujourd'hui il présente un projet qui n'est que la caricature de tout ce que les régions demandent.

En refusant le suffrage universel direct, pour les élections régionales, en imposant la présence des députés aux Conseils Régionaux, en confirmant les préfets de région dans leurs pouvoirs, en maintenant dans le flou les attributions et les compétences de la nouvelle Assemblée régionale, le gouvernement montre qu'il entend maintenir tous les privilèges de l'État et de l'Administration, et que sa réforme n'est que de façade.

Le P.S.U. s'est toujours prononcé et notamment au cours des Rencontres Socialistes Régionales auxquelles il a participé dans l'hiver 66-67, pour une véritable régionalisation, et en fait l'un des éléments décisifs du combat socialiste en France. Il ne peut donc que rejeter le projet gouvernemental qui tourne le dos à toutes les aspirations des régions et en détourne le sens.

Il s'agit désormais d'imposer une véritable régionalisation et d'engager immédiatement les luttes nécessaires. □
16-12-1968.

□ Vietnam : Un combat d'arrière-garde

Avec l'arrivée à Paris, au début de la semaine dernière de M. Tran Buu Kiem, chef de la diplomatie du F.N.L., les quatre délégations aux pourparlers préliminaires de la paix au Vietnam se trou-

Tribune Socialiste

Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Christian Guerche
Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Comité de Rédaction
Henry Beley, André Bielany, Jacques Buthiers, Michèle Descolanges, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Gilbert Hercet, Michel Johan, Alain Malory, Claude Rendel, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire, Dominique Yvoire.

Rédaction
81, rue Mademoiselle
Paris-15^e - Tél. : 306-22-60

Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20
C.C.P. 58 26 65

Abonnements
6 mois 18 F
1 an 35 F
de soutien, à partir de 70 F

Publicité générale au Siège
de l'Administration

Directeur de la Publication :
Guy Degorce

Ce numéro est tiré à :
24.804 exemplaires

S.A.I.E.M. - PARIS 1968

vent maintenant réunies au complet dans la capitale française.

Théoriquement donc, les négociations pourraient commencer. Les représentants du Front se sont à nouveau déclarés « prêts à engager des discussions avec les parties intéressées, afin de trouver au problème sud-vietnamien, une solution juste, conforme aux aspirations à l'indépendance et à la paix de la population du Sud... ». La position de Hanoi est identique.

Or les questions de procédure, et celles concernant la forme de la table de conférence, que l'on croyait pourtant réglées, ont rebondi avec la venue à Paris de Cao Ky. C'est que derrière les déclarations optimistes et les poignées de main photogéniques des diplomates de Saigon et de Washington se cache une partie serrée entre les deux alliés. L'administration Johnson, voudrait bien mettre le train des négociations sur les rails et alléger les effectifs de son corps expéditionnaire afin de redorer un peu son blason avant de quitter la Maison-Blanche. Mais les impatiences de M. Clifford, secrétaire américain à la Défense, n'ont pas eu l'air de plaire au petit général d'aviation.

Plus soucieux de défendre ses propres intérêts et ceux d'une clique de généraux factieux que de mettre fin au génocide de ses compatriotes, Cao Ky crie à l'escalade dans la surenchère. Pour bien peu de temps sans doute, car une nouvelle offensive du F.N.L. pourrait bien transformer pour lui Paris en une première étape sur le chemin de l'exil. □

Éditorial

Les tâches du VI^e congrès

Michel Rocard

Jamais l'incapacité du régime capitaliste à assurer le développement des sociétés, l'équilibre des économies et l'épanouissement des hommes n'avait été aussi évidente. La violence aux Etats-Unis, la guerre interminable du Vietnam, la multiplication des dictatures militaires en Amérique Latine, en Afrique et en Grèce, l'Italie et la Belgique en crise ouverte, l'Angleterre étranglée par la gestion libérale de sa monnaie, le système international de paiements en plein délabrement, l'Allemagne et le Japon qui commencent à poser en termes politiques, voire militaires les conditions d'expansion de leur puissance retrouvée, et la France où mûrit lentement une crise sociale et culturelle très profonde, voilà le spectacle que donne actuellement le monde de la libre entreprise. Jamais l'exigence socialiste n'a été aussi actuelle ni ses chances aussi grandes.

Mais jamais non plus, les forces qui se réclament officiellement du socialisme n'ont semblé si peu prêtes ni si peu capables de l'imposer. Le courant social-démocrate encore plus affaibli en France qu'ailleurs, semble hors d'état de préserver même son unité. Quant à l'espoir de le voir proposer une politique à la mesure des problèmes du pays, il s'affaiblit d'année en année. Il n'est pas impossible que le nouveau parti finisse par voir le jour, mais sa naissance résultera de tels compromis qu'on voit mal en quoi il incarnerait le souffle nouveau de la gauche française.

Le courant communiste montre une beaucoup plus grande aptitude à persévérer dans l'être. Il semble digérer sans difficultés majeures les critiques des Garaudy et des Verwersch, et la puissance de son organisation contribue à préserver son homogénéité. Cela a permis à Waldeck-Rochet de faire au dernier Comité central un pas important, en renonçant à l'explication du mouvement de mai par un complot, en ne reprenant pas les accusations habituelles à l'égard des militants qui s'y étaient montrés actifs, et surtout en soulignant le contenu politique du mouvement et la mise en cause du régime qu'il traduisait. Cette analyse révisée peut incontestablement permettre la reprise des confrontations dont le mouvement socialiste a tant besoin.

Mais, au même Comité central, le Parti Communiste a adopté une résolution politique fondée sur l'idée de démocratie avancée. Le texte détaillé montre que malheureusement rien d'important n'a changé dans les

analyses économiques, politiques et sociales du P. C. Sa conception des classes moyennes reste aussi éloignée de la réalité d'aujourd'hui, et le front antimonopoliste risque fort d'être un rassemblement fort archaïque des petits et moyens quelque-chose, les travailleurs salariés servant de ciment à la plus hétéroclite des coalitions républicaines. Cependant, le pas est franchi, puisque le jugement sur le mouvement de mai a changé. Cette nouvelle logique entraînera le P.C.F. à d'autres alliances et à d'autres combats. Mais il ne les a pas encore décrits.

C'est dire que pour le moment, la voie française, ou mieux, la voie européenne vers le socialisme, n'est guère organisée.

Il est donc nécessaire que ce soit le travail de notre sixième Congrès.

Fidèles à l'orientation du cinquième Congrès, qui consistait à donner priorité aux problèmes d'orientation et de choix politique sur les problèmes de structures et d'alliances, les membres du Comité Politique National ont unanimement approuvé l'ordre du jour et la procédure que leur proposait le Bureau National pour préparer le prochain Congrès.

Après les chocs de mai et de la crise financière, après l'éclatement et la quasi-disparition politique de l'opposition officielle, rien n'est plus important que de donner forme et contenu à l'alternative socialiste, c'est-à-dire à la solution politique qu'il nous faut savoir faire succéder au gaullisme. Les très nombreux nouveaux adhérents du P.S.U. attendent impatiemment des orientations précises. Et cela est d'autant plus important que la situation politique française est loin d'être claire.

Dans ces conditions, au-delà du rapport politique du Bureau National, le C.P.N. a décidé de saisir le parti d'un certain nombre de thèses destinées à être discutées, amendées, révisées, puis éventuellement adoptées par le Congrès.

Une première série de thèses présentera les analyses du P.S.U. sur la situation présente : crise du capitalisme international, traits particuliers de la crise française en seront les thèmes principaux. Ces analyses conduisent à souligner, en le précisant, le caractère actuel des solutions socialistes. Elles conduisent aussi à déterminer les forces sociales dont l'intérêt va directement dans le sens de ces solutions, et qui pourront provoquer la mise en place d'un régime socialiste adapté à la situation d'un pays développé et répondant à son niveau de développement technique et à son besoin de liberté.

Les thèses suivantes abordent le problème de la stratégie. Une « alternative démocratique » est-elle capable d'apporter de telles solutions ? Il nous semble que les travailleurs de ce pays ne peuvent plus fonder leur lutte sur l'espoir d'une simple restauration parlementaire. La lutte pour une véritable démocratie passe aujourd'hui par l'établissement de ses fondements économiques c'est-à-dire par des structures de production socialistes.

Cela pose le problème d'un courant socialiste assez puissant pour imposer de telles solutions, problème qu'aborde une autre thèse.

De là découlent les thèses suivantes. Quels sont la place du P.S.U. dans ce courant, ses objectifs, sa stratégie ? Comment se présente dans un pays comme le nôtre le problème de la prise du pouvoir ? Une victoire électorale y suffit-elle ? La constatation, évidente, que la transformation de la société doit se faire tant à la base qu'au sommet, amène à poser le problème des luttes extra-parlementaires, celui de l'action de masse, celui des relations entre partis et syndicats, et celui de l'orientation commune des luttes. Des solutions adoptées sur ces différents points découleront des conséquences pour les structures et l'action de notre propre Parti.

Enfin, les dernières thèses tentent de situer l'action socialiste dans son contexte international, et notamment européen.

Tels sont les thèmes, immenses, que le Comité Politique National a retenu pour les mettre à l'ordre du jour du Congrès.

Devant un travail d'une telle ampleur, une deuxième session du C.P.N. est nécessaire pour parafire les textes qui seront soumis à tout le Parti. Elle aura lieu les 11 et 12 janvier. Il est donc souhaitable que d'ici là, sections et fédérations s'expriment très librement sur les sujets à l'ordre du jour.

L'ambition du Congrès, finalement, n'est rien moins que d'esquisser une voie vers le socialisme en Europe, qui échappe aux renoncements de la social-démocratie comme au dogmatisme communiste. C'est toute une analyse de la transformation sociale qu'il nous faut refaire. Pour prendre le temps de la faire sérieusement, le C.P.N. a fixé les dates du 6^e Congrès aux 14, 15 et 16 mars.

La discussion qui s'engage ainsi n'intéresse pas seulement les militants du P.S.U. Elle concerne en fait la totalité des forces socialistes. Nous entendons pour cette raison la mener dans les conditions les plus ouvertes possibles. Les thèses proposées à la discussion seront publiées dans « Tribune Socialiste », et nos colonnes pourront être ouvertes à quiconque souhaite en discuter même s'il n'est pas membre du P.S.U.

Ce Congrès peut et doit être le moyen du renouveau doctrinal et politique dont le mouvement socialiste a le plus urgent besoin. □

LES COMMUNISTES FRANÇAIS

PAR ANNIE KRIEDEL

Essai d'ethnographie politique

Une contre-société : le P.C.F.
Les effectifs - l'appareil
Secret et secrets
Le P.C. et la crise de mai
Le P.C. a-t-il changé ?

Collection "Politique" dirigée par Jacques Julliard n° 24, 7,50 F



PARMI LES 24 TITRES PARUS :

Communisme, anarchie et personnalisme, par Emmanuel Mounier 4,50 F
Que faire ? par Lénine 7,50 F
Dans 30 ans, la Chine, par Robert Guillaud 7,50 F
Citations du président Mao, le petit livre rouge 4,50 F
Hô Chi Minh, par Jean Lacouture 6 F
Histoire de la Révolution Russe t. 1 février 1917, par Léon Trotsky 9,50 F
Histoire de la Révolution Russe t. 2 octobre 1917, par Léon Trotsky 9,50 F
Mahomet, par Maxime Rodinson 7,50 F

Citations du Président de Gaulle, par Jean Lacouture 4,50 F
Les sans-culottes, par Albert Soboul 6 F
Les libérés à l'abandon, par Roger Errera 6 F
Qu'est-ce que la politique ? par Julien Freund 4,50 F
Citations de Fidel Castro, R. Sorin et H. de la Vega 4,50 F
Les lycéens gardent la parole, par les Comités d'Action Lycéens 4,50 F

SEUIL



Les femmes aussi.

Collombert

Syndicats

Les insuffisances de la loi

Jacques Ferlus

« Les dispositions de la loi sur le droit syndical sont antidémocratiques. » C'est une organisation syndicale qui publie cela. Dans le concert de louanges que vient d'entendre, non sans fierté, Maurice Schuman, voici une voix qui se lève pour dire que la loi est mauvaise. Il s'agit de la très non représentative C.F.T. (Confédération française du Travail) qui depuis quelques mois bénéficie du soutien de quelques gaullistes notoires et de l'ambassadeur du régime franquiste en France.

L'essentiel est oublié

Que la C.F.T. ne soit pas contente serait même plutôt rassurant. Mais de l'autre côté, celui des « politisés », ce n'est pas non plus l'enthousiasme délirant des grandes victoires.

Dans les entreprises, les militants responsables sont actuellement beaucoup plus préoccupés par la situation économique et particulièrement par celle de l'emploi. C'est donc presque dans l'indifférence que l'Assemblée nationale, où furent singulièrement absents les élus de gauche, a discuté et voté cette loi.

Mais d'autres raisons font comprendre pourquoi les travailleurs n'ont

pas manifesté leur approbation. Ils sont déjà plus de trois millions à ne pas être concernés par le projet. Quant aux autres, ils se demandent encore ce que cette loi va bien pouvoir changer dans les faits. Certes le fait syndical est enfin reconnu.

Ce que les travailleurs ne trouvent pas dans la loi, c'est une définition précise du rôle, du pouvoir de la section d'entreprise et du délégué syndical. La loi est muette sur ce qui pourtant paraît essentiel alors qu'elle précise dans le détail les questions de locaux, de crédits d'heures, de distribution de tracts, toutes ces choses que les travailleurs auraient pu résoudre eux-mêmes. Mais c'est plus rassurant pour le patronat à qui il coûte moins de payer un téléphone que de communiquer certaines informations. Par contre les P.M.E. sont affolées, ni plus bêtes, ni plus futées que les autres, elles n'ont vu que ce que cela allait leur coûter. Il aurait été plus astucieux de leur expliquer ce que le droit syndical pouvait permettre.

Définir le pouvoir syndical

Même si la C.G.T. a raison de dire que sans les grèves du printemps

cette loi n'aurait jamais vu le jour, il y a beaucoup de dépit du côté des confédérations. En mai-juin, les droits syndicaux ont été un cheval de bataille de la C.F.D.T. qui en faisait un préalable à tout projet de participation. Dans de nombreuses branches d'industries, dans de nombreuses entreprises des discussions ont eu lieu, des accords ont été signés entre employeurs et salariés. Le travail devait reprendre, les syndicats avaient l'initiative, on a donc signé des textes qui vont bien plus loin que la loi votée début décembre.

Un gouvernement socialement responsable se devait de partir de l'acquis des discussions de juin. Maurice Schuman a sûrement eu en main les différents accords signés. Rien de cela n'a été fait. Les confédérations syndicales ont simplement eu communication du projet de loi avant les députés, les organisations patronales aussi. Les syndicats ont été polis devant le ministre : il vaut mieux tenir cela que rien du tout.

Le patronat s'est affolé reprochant au gouvernement d'aller trop loin. Pourtant c'est bien lui qui a signé les accords du printemps garantissant aux syndicats le droit de regard sur l'embauche et les licenciements, la production, les modifications de structures dans l'entreprise, le libre exercice du droit de grève, le droit de discussion dans l'entreprise.

Et dans la branche des cuirs et peaux, on a signé ce texte qu'on aurait aimé voir figurer dans la loi : « Tout salarié peut défendre ses droits et ses intérêts par l'action syndicale et adhérer ou non à un syndicat de son choix. Les travailleurs et les employeurs sont tenus de respecter la liberté syndicale et la liberté d'opinion au sein de l'entreprise. En particulier les employeurs sont tenus de ne pas prendre en considération le fait d'appartenir ou de ne pas appartenir à un syndicat ou à un parti politique pour arrêter leurs décisions en ce qui concerne l'embauchage, la conduite ou la répartition du travail, les mesures d'avancement, la discipline ou le congédiement. »

Ce texte placé dans une loi aurait sûrement été plus utile aux travailleurs de chez Citroën que tout ce qui a pu être voté par l'Assemblée.

Les propositions des travailleurs

Les accords signés sont presque tous plus favorables que la loi et il n'y en a aucun qui soit en deçà. Sur le droit de réunion pour le personnel, nous avons relevé vingt-cinq entreprises (sur une centaine d'accords étudiés) qui accordent un crédit de deux à six heures par an afin que les travailleurs puissent se réunir dans l'entreprise durant le temps de travail. Dans certains cas les syndicats peuvent intervenir lors de réunions organisées par la direction.

En ce qui concerne la représentativité, nombre de textes affirment que cela s'acquiert sur le terrain : « Sera considérée comme représentative toute section syndicale ayant obtenu l'élection d'un de ses membres au comité d'entreprise ou aux délégués du personnel. Il en découle que le représentativité se gagne ou se perd (accord Encres Lorilleux-Lefranc) ». La C.F.T. n'est sûrement pas d'accord avec cette disposition.

Curieusement, la loi sur le droit syndical n'aborde pas le problème du droit de grève. Tout juste une allusion douteuse à « la liberté du travail ». Or la reconnaissance du syndicat dans l'entreprise a pour conséquence l'acceptation de son droit à appeler à la grève. C'est ce que stipule l'accord signé à la S.E.-P.R.-Aéronautique : « L'exercice du droit de grève ne sera pas entravé. Aucune sanction d'ordre moral ou pécuniaire, directe ou indirecte, ne sera prononcée à l'occasion d'arrêts de travail. » L'absence de dispositions de cet ordre dans la loi, promet du bon temps aux syndicalistes.

On a également relevé dans plusieurs accords que les travailleurs étrangers doivent jouir des mêmes droits que les autres travailleurs. Ce que Maurice Schuman a clairement refusé de voir figurer dans son texte. On pourrait par des dizaines d'autres exemples continuer à démontrer la faiblesse de la loi.

Le droit syndical reste à conquérir

Les syndicalistes, voire certains patrons, attendaient que la loi s'inspire de leurs négociations du printemps qu'ils avaient menées entre gens connaissant bien le problème. Un grand nombre d'accords reflètent la vérité d'un combat acharné. Pratiquement tous témoignent de l'utilité et de l'efficacité d'un syndicat présent aux problèmes de l'entreprise. Pour une partie du patronat la grève de juin et les négociations menées ont été l'occasion de découvrir l'opportunité du syndicalisme et du pouvoir qu'il faut donner aux travailleurs. Maurice Schuman a préféré ignorer tout cela, sa loi ne reflète que bien peu les aspirations des travailleurs.

Rien n'est résolu par le vote de l'Assemblée. Les patrons qui en tiendront compte se cantonneront dans sa stricte application qui ne donne pas de pouvoir au mouvement syndical. Dans les entreprises où un accord a été signé en juin, le patronat, dans la plupart des cas, va reprendre ses promesses. En effet nombre de textes stipulent qu'ils cessent d'être valables à la promulgation de la loi. Les beaux jours du syndicalisme ne sont pas encore là et le droit syndical, formule gaulliste, risque de favoriser une reprise de la répression anti-ouvrière. Il reste, malgré tout, la possibilité d'un nouveau printemps. □

Renault - Le Mans

La section PSU a choisi le socialisme difficile

Albert Danjou

Moins 9°. Il fallait, ce vendredi-là, un certain courage pour rallier, au Mans, la salle 26 de la Maison Sociale. Une bâtisse délabrée où le P.S.U., faute de mieux, tient ses réunions. Ce soir, c'était aux métallos de l'usine Renault de faire le point. La section toute récente vint clairsemée.

« Une dizaine de camarades sont d'équipe de nuit. Les autres... c'est notre problème, m'apprend Michel Touzeau, suppléant aux législatives de juin et secrétaire adjoint de la fédération. La plupart des copains sont déjà engagés non seulement dans leurs organisations syndicales mais aussi dans les associations familiales. Alors ils sont très pris. »

La section Renault du Mans démarre et se heurte d'emblée à des difficultés de fonctionnement interne, mais aussi aux coups bas (il est difficile d'employer une autre expression du P.C. seul ou par C.G.T. interposée. Et vice-versa. De part et d'autre on ne manque pas une occasion de dénoncer les manœuvres gauchistes. En fait le gauchisme, c'est de croire au socialisme dans la liberté et de ne pas croire que le P.C. puisse être infallible.

— Des gauchistes, s'exclame un O.S., il y en a des milliers à l'usine, si l'on compte comme tels les camarades qui ont ressenti comme un « coup de main » donné à la bourgeoisie européenne l'invasion de la Tchécoslovaquie par les Russes.

— Pourquoi une section chez Renault ?

— La Tchécoslovaquie nous a incités à penser que nous avons un rôle à jouer pour promouvoir un socialisme de gauche non coercitif, à la dimension de l'homme. Un socialisme de citoyens et non de gardes-chiourmes !

« Et puis il y a eu les événements de mai. Beaucoup de gars ont compris que la révolution, ça n'était pas les chars à Budapest ou à Prague, mais un monde nouveau à construire, le vieux royaume du capital à abattre et à remplacer par une société au service des travailleurs. Une société fraternelle. Parce que quand on est rentré à l'usine, en juin, le P.C. et la C.G.T. ont crié à la grande victoire. A mon avis ce n'était pas une vraie victoire. N'oublions pas qu'un gars sur trois à peu près, avait voté contre la reprise du travail. »

« Or, enchaîne un adhérent de fraîche date, nous estimions que le P.S.U. avait eu une ligne juste durant les événements. Les travailleurs en parlaient avec beaucoup de sympathie dans les ateliers. On a jugé que le moment était propice au lancement d'une section. Et puis nous appliquions ainsi les directives du secrétariat national. »

Ils sont là, cinq camarades en blousons de cuir : un O.S., 2 O.P., et 2 mensuels. Et ils y croient :

— Tu vois que le P.S.U. n'est pas seulement un parti d'intellectuels comme aiment à le dire ses détracteurs.

— Jusqu'à présent, observe « Mimile » Cosnard, le secrétaire de section, on n'avait jamais vu un tract politique autre que distribué par le P.C., à la R.N.U.R... Les gars ont commencé à prendre conscience de certaines lacunes dans la démocratie quand les responsables de la C.G.T. ont refusé de donner la parole aux étudiants, devant les portes de l'usine, en mai.

...Si tu veux, nous avons constitué notre section dans un moment d'enthousiasme. C'est maintenant que nous allons approfondir les choses. »

La réaction à la création de la section a été immédiate et, dès le 3 juillet (alors que le P.S.U. n'avait pas officiellement annoncé son projet) paraissait dans « La Voix des métallos » une diatribe calomnieuse du P.C. intitulée « Une première victoire du P.S.U. : l'élection de l'U.N.R. Chaumont ». S'ensuivait un article venimeux dans lequel le commentateur communiste oubliait bien sûr de rappeler que le P.S.U., dès le premier tour, avait préconisé, pour battre la réaction, une candidature unique de la gauche. Sans compter qu'entre les deux tours, « L'Humanité » tirait à boulets rouges sur notre parti.

« Est-ce qu'on peut, dit Mimile, faire de l'unité une simple question d'addition électorale ? Nous on ne le croit pas. »

— De toute façon, reprend Touzeau, on ne suivra pas les camarades communistes sur le terrain de la polémique. Nous sommes loin d'être d'accord avec eux mais nous le leur avons toujours dit loyalement. Nous sommes d'ailleurs toujours prêts à discuter de choses sérieuses.

Il faut savoir que la Sarthe constitue un cas bien particulier et que



Après la prise de conscience syndicale.

le visage de la section Renault du Mans qui compte en majeure partie des syndicalistes de la C.F.D.T. n'est pas celui de la majorité des sections nationales où nos camarades de la C.G.T. sont nombreux.

— Justement, est-ce qu'on ne peut pas vous reprocher de mélanger syndicalisme et politique ?

— Nous pensons, souligne Cosnard, qu'il faut dissocier les choses mais que sur des points bien précis, il nous faut mener avec les syndicats d'entreprise des actions communes. Comment, au demeurant, en serait-il autrement ? Le camarade qui vient à nous en est arrivé à une prise de conscience politique qui est une seconde étape après la prise de conscience syndicale. La communauté de vues et d'action n'empêche nullement de défendre de chaque côté son autonomie et son originalité propres. De toute manière, nous luttons au service de la classe ouvrière de part et d'autre. Si nous sommes au P.S.U., c'est justement parce que nous croyons que le syndicalisme a ses limites et qu'il faut les dépasser, les dominer, en défendant des objectifs politiques.

— Comment vous organisez-vous ?

— D'abord la section d'entreprise n'est pas un ghetto et nos adhérents participent à l'action des autres sections du Mans.

Nous allons d'ailleurs désormais être jumelés avec les étudiants, ce dont nous nous réjouissons. Nous pensons que le rôle d'une section d'entreprise est de réagir face aux événements sociaux, économiques, po-

litiques qui affectent les travailleurs et, chaque fois que cela est nécessaire, de faire connaître à tous nos positions de socialistes. Ce peut-être par une distribution de tracts ou dans le cadre d'une réunion extérieure.

Enfin on se réunit une fois par semaine.

Tu parlais des relations « parti-syndicats » : aucun camarade membre du bureau de la section P.S.U. n'a désormais le droit de cumuler ce poste avec un mandat syndical.

— D'autres difficultés ?

— Il faudrait que nous vendions davantage de « Tribune ». Mais les copains de la R.N.U.R. le trouvent un peu trop austère...

Dans un instant ils parleront de l'avenir : « notre objectif est de « prendre du poids » de telle sorte que nous puissions en force, défendre notre conception du socialisme. On a dit du P.S.U. qu'il voulait conjuguer le verbe être avant le verbe avoir. »

C'est une jolie formule. Non pas que nous méprisions certaines revendications élémentaires qui sont « l'abc » des luttes syndicales et politiques. Nous pensons simplement que l'objectif du socialisme n'est pas simplement l'amélioration du niveau de vie, mais aussi la justice, la fraternité, la démocratie, la responsabilité. Nous croyons fermement que chaque travailleur, chaque citoyen, peut et doit être détenteur d'une partie du pouvoir.

Au fond nous avons choisi le socialisme difficile... □



P.C.F.

Le manifeste communiste est-il neuf ?

Manuel Bridier

Le Comité Central du Parti Communiste Français a tenu les 5 et 6 décembre derniers une réunion d'un intérêt exceptionnel. Le rapport du camarade Waldeck Rochet et le manifeste final sont des documents importants, qui méritent de notre part une lecture attentive.

Certains ont dit qu'il y avait là le rabachage habituel de théories déjà ressassées depuis des années, la confirmation satisfaisante des orientations définies depuis les élections présidentielles. D'autres ont parlé d'un virage, d'une leçon nouvelle tirée des événements de mai et de Prague.

La réalité est plus complexe. Il est vrai qu'on chercherait en vain dans ces textes le plus petit commencement d'une autocritique des positions adoptées par le parti communiste au mois de mai. Il n'en est pas moins vrai que le ton est différent, que certaines précisions, sans être nouvelles, reçoivent un éclairage qui tranche sur les commentaires d'alors.

S'il est difficile d'analyser ces documents en dehors du contexte général, de l'évolution du rapport des forces — à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du parti communiste — il faut pourtant les considérer, avec leurs nuances et leurs ambiguïtés, comme une contribution positive à la réflexion générale sur la stratégie socialiste. Les réponses sont quelquefois très éloignées des nôtres, mais les questions posées sont les mêmes. Définition du modèle socialiste pour notre pays, de la stratégie révolutionnaire, des formes d'alliance que cela implique : ce sont là, très exactement, les thèmes à l'ordre du jour de notre propre congrès. Il n'est pas meilleure démonstration de leur évidente actualité.

Alternative socialiste

et alternative démocratique

Certes, le titre même du manifeste « Pour une démocratie avancée, pour une France socialiste », paraît poser une fois de plus le problème de l'alternative démocratique. Une fois de plus la thèse de l'alternative socialiste est condamnée, attribuée aux « opportunistes de gauche », auxquels on reproche de vouloir « accomplir tout de suite et sans transition la tâche de la révolution socialiste ».

Un commentaire du *Monde* assimile cette position à celle de la S.F.I.O. pour qui « le passage à une société de caractère socialiste peut et doit se faire par la voie démocratique grâce à des étapes réformatrices ». Le manifeste du Comité Central parle ici d'« utiliser les réformes pour rapprocher l'heure du socialisme », ce qui n'est pas tout à fait la même chose. Il ne reprend pas explicitement à son compte la théorie des « étapes », sans la rejeter non plus, malgré la condamnation de l'« opportunisme de droite » et de l'expérience wilsonnienne.

La définition de la « démocratie avancée » va beaucoup plus loin que la plateforme commune P.C.-F.G.D.S., en matière de nationalisations et de contrôle effectif de l'économie notamment. La référence à la « gestion des entreprises nationales avec la participation active et sous le contrôle des représentants des travailleurs » marque un progrès sur des propos plus récents. L'ensemble des mesures énumérées constitue l'embryon d'un programme de transition vers le socialisme beaucoup plus qu'une simple « étape réformatrice ».

Comme nous n'avons jamais préféré cette folie que la révolution socialiste se ferait « sans transition », faut-il en conclure que notre débat sur ce point est une querelle de mots ? La réponse n'est pas seulement dans l'exégèse des textes mais dans la pratique de tous les jours.

Le problème qui se pose aujourd'hui n'est pas la question absurde du « socialisme sans transition », mais au contraire celui de la période de transition elle-même, c'est-à-dire de la volonté de passage continu et ininterrompu vers le socialisme. A cet égard, la différence entre l'« étape » et la « transition » ne tient pas seulement au programme des réformes envisagées mais aussi et surtout à la dynamique des forces sociales, à la capacité de dépassement permanent sous la pression des masses populaires organisées, de la base vers le sommet.

La question

des voies pacifiques

Sur cette dynamique des contradictions sociales au sein même de la « démocratie avancée », le document du Comité Central reste prudent. On



Les conditions de la démocratie ?

Elie Kagan

a l'impression qu'il est rédigé de manière à rendre possible deux interprétations, selon que les événements en général et la crise de la F.G.D.S. en particulier exigeront ou non l'abandon de la tactique des alliances préférentielles avec le courant social-démocrate.

La question des voies pacifiques elle-même est exprimée avec moins de simplification qu'au moment de la campagne électorale. Elle n'est plus définie comme « parlementaire », et l'éventualité de la violence est admise, tout en affirmant que le passage pacifique au socialisme est le plus souhaitable — ce dont nul ne disconvient — et le plus probable — ce qui est déjà moins certain.

Le document contient d'ailleurs une remarque extrêmement juste lorsqu'il précise que « l'emploi de tel ou tel moyen de lutte ne dépend pas des seuls partisans du socialisme ». C'est précisément la raison pour laquelle les forces populaires doivent être en mesure d'affronter victorieusement l'inéluctable épreuve de force, que ce soit avant ou après la prise juridique du pouvoir, et quels que soient les moyens par lesquels on y parviendra.

Sur ce point, encore, la rédaction du manifeste marque un progrès évident, sinon sur la théorie de toujours, du moins sur les formulations plus récentes. Tout dépend, là aussi, de l'interprétation.

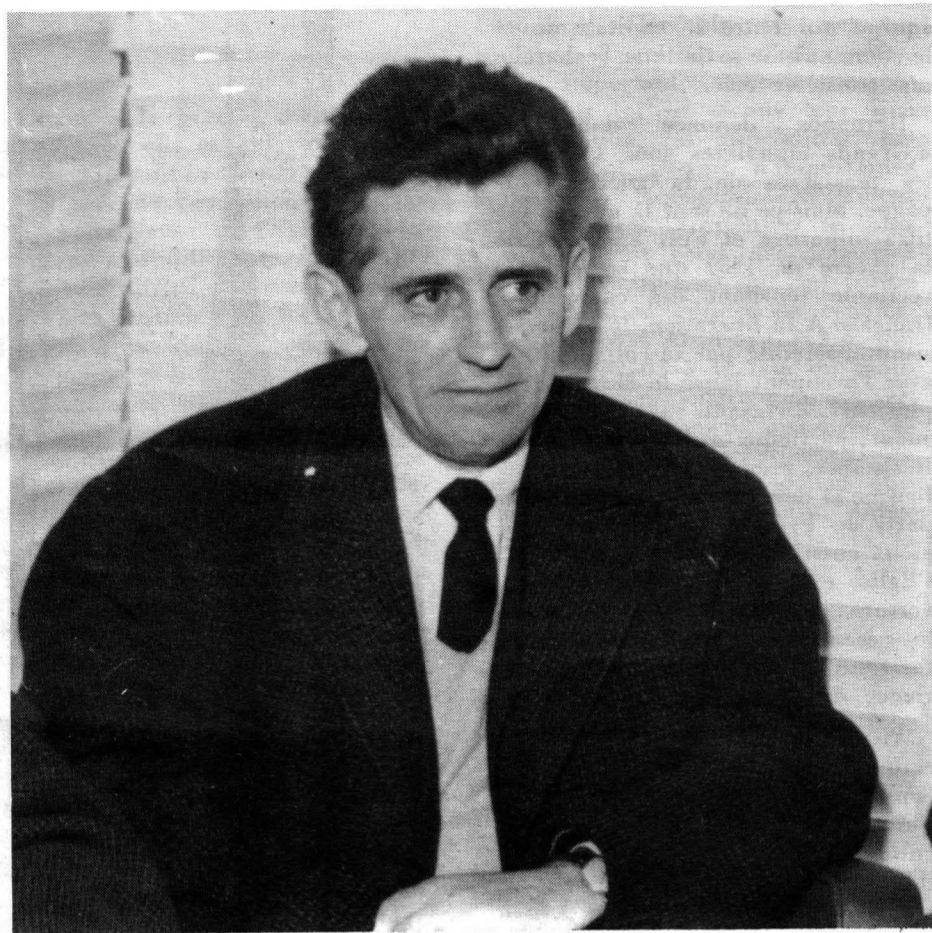
C'est ainsi que nous partageons le

point de vue du Parti Communiste, selon lequel la révolution socialiste ne saurait être « le résultat d'un coup de force accompli au besoin par des minorités agissantes ». L'une des thèses en préparation pour notre prochain congrès contient presque littéralement la même phrase.

Encore faut-il préciser que la condamnation du coup de force minoritaire ne règle par le problème du rôle de l'avant-garde au sein du mouvement des masses. Nos camarades communistes ont le droit d'apprécier différemment le rapport des forces au mois de mai dernier et les possibilités qu'il ouvrirait. Ils ne peuvent pas escamoter le débat — et par là leurs propres responsabilités — en prêtant à leurs contradicteurs une idée qu'ils n'ont jamais eue : la conquête du pouvoir par une insurrection armée minoritaire.

Les plus activistes du mouvement de mai — ceux-là même dont nous ne partageons pas toutes les analyses — n'ont jamais vu dans leur action qu'un élément de mobilisation des masses. Sur les moyens d'une telle mobilisation il faut certes se montrer prudent et tenir compte des réalités objectives, mais il faut placer le problème sur son véritable terrain.

Confondre la question des « minorités agissantes » de type putohiste et celle du rôle de l'avant-garde au sein du mouvement de masse lui-même, c'est se réserver la possibilité de combattre cette avant-garde en lui prêtant les intentions qu'elle n'a pas. Il est vrai que le Parti Communiste — et c'est sans doute le point le plus



Encore beaucoup d'imprécisions.

négalif de son manifeste — ne paraît toujours pas concevoir d'autre avant-garde que lui-même.

Pouvoirs populaires et pouvoir d'Etat

Il est un autre point capital sur lequel le Comité Central part en guerre contre des moulins à vent en attribuant au mouvement de mai et plus particulièrement au P.S.U. (bien qu'il ne soit pas nommé, l'allusion est transparente) une idée qui n'est pas la sienne. Il s'agit de la fameuse question des pouvoirs : pouvoir ouvrier, pouvoir étudiant, pouvoir paysan.

« Les opportunistes de gauche », dit le Comité Central, « préconisent la conquête d'un pouvoir à l'usine ou dans l'Université, sans jamais poser la question du pouvoir politique... » Singulière manière de résumer notre position, quand l'on trouve encore sur tous les murs notre affiche électorale de juin, avec son quatrième terme : « pouvoir du peuple », qui éclaire et donne leur véritable sens aux trois premiers.

L'U.N.E.F. n'a jamais cessé de dire que l'autonomie de l'Université — et *a fortiori* l'idée d'une Université socialiste, n'avait aucun sens dans le cadre de l'Etat capitaliste. Nous avons précisé nous-mêmes sans cesse que le pouvoir ouvrier n'était pas possible dans l'usine si les forces populaires ne contrôlaient pas l'appareil d'Etat. Nous avons précisé que la conquête « des pouvoirs »

n'avait de sens qu'en fonction de la conquête simultanée « du pouvoir », sans quoi ces pouvoirs partiels ne seraient eux-mêmes qu'un leurre. Nous avons dit enfin que l'autogestion n'était possible que dans le cadre d'une planification socialiste.

Ce ne sont pas là des arguments de circonstance : on pourra se référer utilement aux travaux de notre Journée des Entreprises (octobre 1968) ainsi qu'à l'article sur l'autogestion paru dans le dernier numéro de « *Lutte Socialiste* », organe des Etudiants Socialistes Unifiés.

En nous reprochant à tort de négliger le problème du pouvoir central, du « pouvoir politique », nos camarades communistes ne tombent-ils pas dans l'erreur inverse ? A part l'allusion déjà citée aux entreprises nationales, le document est muet sur les problèmes de pouvoir au niveau des centres locaux de décision économique et politique. Le « pouvoir politique » — dont nous pensons qu'il est l'indispensable couronnement de l'édifice — prend alors une importance démesurée. Il devient la condition suffisante de la démocratie avancée.

La démocratie socialiste

Certes, le manifeste apporte des précisions sur le régime politique de transition, qui reprennent pour l'essentiel des thèses déjà connues. Les droits de la minorité sont garantis, « dans le cadre de la légalité socialiste ».

Cette formule a soulevé des interrogations dans certains milieux de la F.G.D.S. Elle n'en suscitera pas chez nous. Il va de soi que le pouvoir socialiste aura sa propre légalité, comme le pouvoir de la bourgeoisie a la sienne, et que des mesures seront prises pour empêcher la contre-révolution de rétablir les anciens maîtres capitalistes dans leurs privilèges, dans leur richesse et dans leur puissance. Là encore, on trouvera une position analogue dans les thèses proposées à notre congrès.

Ce qui nous paraît plus inquiétant, dans le document communiste, c'est l'imprécision de ce qui est dit sur la démocratie au sein des forces populaires elles-mêmes. La suppression des préfets et la reconnaissance de la pluralité des partis est une garantie insuffisante contre la bureaucratiation.

C'est sur le problème du rapport entre les masses et les directions politiques, c'est sur le rôle des comités populaires à la base, sur la nature de l'avant-garde et de ses relations avec le mouvement des masses que nous retrouvons sans surprise notre principale divergence.

Lorsque, par exemple, nous récusons la volonté du Parti Communiste de se définir lui-même comme l'avant-garde du mouvement socialiste, ce n'est pas pour revendiquer cet honneur. C'est au nom d'une conception toute différente de l'avant-garde, qui ne s'incarne aujourd'hui dans aucun parti, mais constitue le ferment diffus à travers tout le courant révolutionnaire.

La pluralité des partis n'est que la forme juridique, circonstancielle, de la richesse et de la diversité du courant. Plus importante est la reconnaissance de cette diversité à la base, le respect de la vie démocratique et de l'initiative à la base, que ce soit dans les rapports entre les organisations au sein des organisations elles-mêmes ou encore dans les comités populaires, mobilisant et associant les « inorganisés » à la réflexion et à la lutte commune.

Il serait faux de dire que le manifeste du Comité Central rejette expressément cette conception. Il ne l'aborde pas, tout simplement parce qu'elle n'entra pas dans ses préoccupations prioritaires, alors qu'elle nous semble la pierre angulaire d'une véritable démocratie socialiste.

« Ce qui a manqué en mai et juin, c'est avant tout l'existence d'une entente solide, comprenant non seulement les partis de gauche, mais aussi les grandes organisations syndicales, sur la base d'un programme commun. » Nous sommes entièrement d'accord avec cette affirmation du camarade Waldeck Rochet. Mais nous précisons que le programme ne saurait être seulement le résultat d'une négociation au sommet. Nous précisons qu'il ne doit pas être préalable et que l'action unie à la base peut constituer au contraire un

facteur essentiel pour hâter l'élaboration d'un tel programme et pour améliorer son contenu. Nous répétons enfin que le programme n'est pas décisif à lui seul et que son dépassement dépendra de l'action des masses, de leur volonté de poursuivre la lutte et d'aller plus loin.

Sur bien des points, on le voit, il y a plus que des nuances entre notre manière de voir et celle qui vient d'être définie par le Comité Central du Parti Communiste. Sur aucune, cependant, il n'y a de divergence telle qu'elle rende impossible la discussion fraternelle et l'action commune.

Nous pensons en un mot que ce manifeste n'est ni tout à fait un tournant ni tout à fait la confirmation des orientations précédentes. Il marque pour nous un moment positif dans une réflexion en cours, dans une évolution inachevée. Il marque aussi, de la part de la direction communiste, une volonté de rester disponible pour plusieurs dénouements possibles de la crise actuelle, de tenir — comme on dit beaucoup aujourd'hui — plusieurs fers au feu.

L'issue de cette réflexion, le rôle futur du Parti Communiste dans un mouvement révolutionnaire — évidemment décisif — dépendra bien entendu de son évolution intérieure mais aussi de celle du mouvement socialiste de gauche auquel nous appartenons, non seulement en France mais dans toute l'Europe. Il s'agit donc moins de polémiques avec nos camarades communistes que de multiplier les actions communes, partout où elles sont possibles, tout en poursuivant notre propre réflexion, notre propre contribution à la discussion la plus ouverte sur les objectifs du socialisme et sur les moyens pour y parvenir. □

vos communications intérieures et extérieures s'accélèrent...

Faites connaissance avec l'équipement le plus moderne et le plus sûr : l'offset de bureau GESTETNER.

Dans une des 35 succursales Gestetner, vous pourrez toucher du doigt la qualité de reproduction, la simplicité de conduite, la rapidité des tirages et changements.

→ Voulez-vous vous joindre aux responsables industriels, commerciaux et administratifs que nous convions à nos stages-éclairés ? Dans une ambiance détendue, vous pourrez vous faire une opinion.

Demandez votre invitation personnelle à Gestetner - Service 250 - 71, Rue Camille Groult. 94-VITRY. Tél. : 482-47-85.

→ « Communiquer plus et plus vite » c'est le titre de la documentation que Gestetner a établie à votre intention. Demandez-la au Service 687.



Profil

Les catholiques en France

Lucien Saintonge

« L'Église est touchée par la crise de civilisation », déclare, le 12 décembre 1968, le conseil permanent de l'épiscopat français, une des plus hautes instances de la hiérarchie catholique. Qualifiée, autrefois, de « fille aînée de l'Église », la France est désormais, aux dires mêmes de toutes les autorités catholiques, un « pays de mission » qu'il convient de reconquérir. Le fait est connu : des milieux sociaux entiers, de nombreuses régions sont déchristianisées et ce n'est pas un hasard si dans un tel contexte, les théologiens dits de « la mort de Dieu », rencontrent un succès croissant, eux qui, analysant nos sociétés d'abondance y découvrent l'absence de Dieu.

« Savez-vous qu'il existe encore des chrétiens ? » interrogeait un grafiti sur un des murs de la Sorbonne occupée. Un sondage de l'I.F.O.P. publié au mois d'août par « France-Soir » répond : 73 % des Français croient en Dieu. Mais quelle peut être la signification d'une telle croyance ? Fin octobre, la Mission Etudiante, qui regroupe les étudiants engagés dans les divers mouvements catholiques, a réuni son conseil national. Un des thèmes principaux des discussions, était le rapport entre la foi et la politique et tandis qu'un étudiant, qui avait choisi la révolution parce que chrétien, décrivait son engagement dans les luttes de mai, aux côtés des groupes d'avant-garde, un aumonier demandait en toute bonne foi quel type d'injustices il fallait dénoncer.

C'est dire si déjà au sein d'un milieu identique, les attitudes sont si divergentes, combien l'Église actuelle est traversée de courants opposés et combien une même religion peut mener à des attitudes politiques différentes.

L'Église se cherche

Depuis plusieurs dizaines d'années en effet, la situation de l'Église a profondément changé dans la so-

ciété française. Partie intégrante de l'État durant des siècles, contrainte de n'être plus qu'un État dans l'État à la fin du XIX^e siècle, l'Église d'aujourd'hui se cherche.

La révolution de 1789 fut la première à vouloir, en rendant à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu, désacraliser l'État.

La tentative fut vite un échec : survinrent la Restauration et la monarchie de Juillet, l'ordre ancien et l'alliance du trône et de l'autel, furent rétablis. Pourtant la révolution industrielle se développait, les idées libérales progressaient et peu à peu un nouveau type de société et d'État s'instaurait avec l'avènement de la III^e République. Or, l'Église découvrant qu'elle n'était plus un rouage de l'État et de moins en moins maîtresse de l'organisation sociale réagit vivement.

Elle constitua avec sa presse, ses organisations, ses écoles, un véritable État dans l'État. Monarchie catholique contre république laïque, tel était le sens de toutes les luttes politiques du début de la III^e République. Réactionnaires nationalistes antisémites, il appartenait aux catholiques de défendre un certain ordre, celui du passé. « Ce que nous voulons c'est la contre-révolution » déclarait, après 1870, Albert de Mun, un des leaders politiques catholiques. Cet esprit de croisade ne fut pas si facilement abandonné : au lendemain de la guerre de 1914, la fédération nationale catholique dirigée par le général de Castelnau, mena de virulentes campagnes contre les « républicains francs-maçons » et le cartel des gauches. Un homme comme Philippe Henriot, qui devait être sous l'occupation l'un des partisans les plus zélés de la collaboration avec les nazis y prenait une part active.

Tournant de la conscience politique

L'entre-deux guerres pourtant voit aussi les premiers signes d'un tournant dans la conscience politique des catholiques. Fortement influencé par « le Sillon » de Marc Sanguier, un petit mouvement démocrate chrétien se développe : en 1932 Francisque Cray fonde « l'Aube ». Plus à gauche, Emmanuel Maunier regroupe autour d'« Esprit » une

équipe qui entre le capitalisme et le communisme soviétique, recherche une troisième voie.

Bernanos dénonce dans les « Grands cimetières sous la lune » les massacres de la guerre d'Espagne. Mais ce ne sont là que de petites minorités et c'est au cours de la guerre de 1939 que se situe le véritable tournant des catholiques français. A la libération, le maurrassisme discrédité par sa collaboration avec l'occupant laisse le M.R.P. dont plusieurs dirigeants avaient activement participé au combat de la Résistance, prendre la tête du catholicisme et devenir en 1946 le premier parti de France. Sur le plan religieux aussi, l'évolution est sensible : l'Église exprime un réel désir d'ouverture sur le monde et dénonce le « scandale de la condition prolétarienne ». C'est le début de l'expérience des « prêtres ouvriers ».

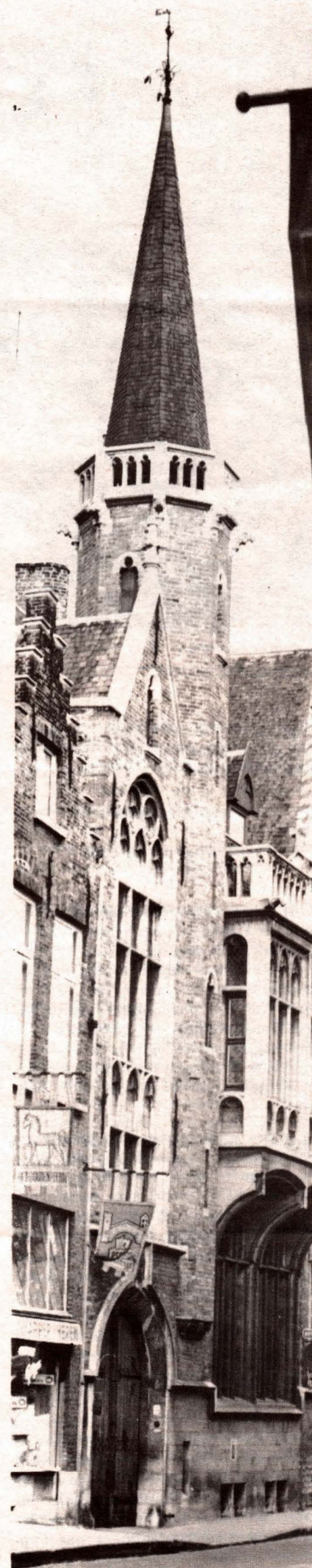
Au lendemain de la guerre, le catholicisme semble enfin prendre conscience qu'il existe un monde qui a ses propres valeurs et difficultés et dans lequel il n'est pas, il découvre que notre monde est sécularisé. Il s'agit pour l'Église d'en tirer les conséquences.

En vingt ans l'évolution est incontestable. Quiconque apporte son concours aux communistes doit être excommunié stipule un décret du Saint-Office de 1949 ; aujourd'hui les chrétiens dialoguent avec les marxistes, des évêques comme Mgr de Provençères défilent aux côtés de maires communistes et de délégués de la C.G.T. La liturgie même est profondément bouleversée : les prières, dites désormais en français, sont actualisées. Jean XXIII et le Concile ont engagé le monde catholique dans une véritable révolution.

Pourtant par-delà cette nouvelle image de l'Église et ces innovations réelles, les catholiques eux-mêmes ont-ils vraiment changé ?

Un important courant réactionnaire tant sur le plan politique que religieux subsiste. Qualifié d'« intégriste », il veut maintenir intégralement la tradition et défendre l'ordre établi ; relativement composite il regroupe aussi bien les nostalgiques de l'Action Française que l'équipe plus modérée de la « France Catholique » que dirige Jean de Fabregues. Il a ses activistes tels que le fondateur de l'éphémère mouvement fasciste « M.P. 13 » né lors du complot du 13 mai 1958 ou tels que les adhérents de la « Cité Catholique » qui forme, de façon très rigide, des militants pour l'avènement d'une société « catholique » inspirée du corporatisme.

Mais son unité se fait autour de Michel de Saint-Pierre, auteur des « Nouveaux Prêtres », ouvrage à succès qui caricature et dénonce grossièrement l'attitude des prêtres des banlieues ouvrières et « l'influence communiste » dans l'Église. Ajoutons que Michel de Saint-Pierre a soutenu vigoureusement Tixier Vignancour.



D'hier...

Collombert

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04
Permanent de 14 h. à 24 h.

L'Astragale

□ Résolution du C.P.N. sur la politique économique

Le P.S.U. constate que pour la troisième fois depuis 1963, le gouvernement met en place une politique de stabilisation qui va entraver l'essor de la production et ceci au moment où la relance provoquée par la hausse de salaires obtenues à Grenelle commençait à se manifester.

Les conséquences de ce retournement dépassent de beaucoup un simple ralentissement d'activité. La hausse des prix va annuler l'amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs, la situation de l'emploi va se détériorer à nouveau. Les jeunes s'apercevront de plus en plus que la société actuelle leur est fermée. Les agriculteurs qui ne peuvent même plus espérer des hausses de prix pour leurs produits et dont le niveau de vie va être amputé n'ont même plus le recours de changer d'activité ; les entreprises nationales auxquelles on refuse les moyens financiers nécessaires à la diversification de leurs activités ne peuvent plus que sacrifier leur personnel pour réaliser leur équilibre ; les régions pour lesquelles on réduit les crédits d'équipement se voient refuser des moyens réels de développement.

Les premiers responsables de cette situation sont les milieux industriels et financiers qui ont transféré leurs capitaux à l'étranger pour échapper à l'impôt ou accroître leurs profits, et qui, par là, ont menacé d'épuiser les réserves de la Banque de France.

Le P.S.U. est donc fondé à réclamer un strict contrôle des travailleurs sur l'usage que le patronat fait des bénéfices réalisés par le travail de tous et des crédits octroyés grâce à l'épargne de tous.

Mais le gouvernement, de son côté, porte une triple responsabilité. En supprimant depuis trois ans tout contrôle sur les capitaux et en ne prenant aucune mesure sérieuse après mai, il a rendu possible la spéculation.

Il a accepté toutes les conditions du patronat quant au crédit, à la fiscalité et au budget et favorisé la spéculation immobilière en adoptant les projets Chalandon.

Et finalement, en sollicitant l'aide de pays étrangers et d'organismes internationaux, il a placé inévitablement l'économie et la politique françaises sous la surveillance des milieux capitalistes internationaux, que traduit le rapprochement diplomatique franco-américain.

La politique actuelle du gouvernement, dictée par les intérêts des milieux capitalistes, contrevient directement à l'intérêt de l'immense masse des travailleurs et des habitants du pays. Le P.S.U. appelle à les combattre par tous les moyens. (Adopté à l'unanimité).

□ Ce qu'est le M.R.A.A.

Le mouvement contre le racisme anti-arabe vient de publier sa plateforme, dont le but essentiel est de découvrir et combattre les responsables du racisme (tant dans les domaines économiques que politiques, idéologiques, etc...)

Pour tous renseignements, s'adresser : 1, rue Saint-Julien-les-Pauvres, PARIS V^e.

□ La tempête de Mansholt

Mansholt, socialiste hollandais et responsable des Affaires agricoles pour la Communauté européenne, vient de provoquer une tempête en proposant un changement complet de politique dans son secteur. Il est très qualifié pour dénoncer les résultats aberrants de la politique agricole commune puisqu'il en est un des pères. Tel l'apprenti sorcier, il a déchaîné des forces incontrôlables et il veut obliger maintenant gouvernements et responsables professionnels à changer de cap. Ceux-ci sont conscients des difficultés actuelles mais ils n'aiment pas qu'on en parle publiquement. Les gouvernements ont peur des réactions politiques, les organisations professionnelles ont peur de perdre leur autorité aussi bien auprès des gros agraires qu'elles n'arriveraient plus à défendre que des petits paysans qu'elles ont bernés depuis des années.

Cette affaire est donc de la plus grande importance ; il suffit pour s'en convaincre de citer quelques uns des propos de M. Mansholt :

— « Il faut accélérer l'exode rural ; un agriculteur sur deux devra avoir quitté la terre d'ici 1980 ; il ne restera alors que 5 millions d'agriculteurs contre encore 10 en 1970, dans le Marché Commun.

— Il faut cesser de cultiver 5 millions d'hectares (l'équivalent des 9 départements du grand Ouest !)

— Il faut abattre trois millions et demi de vaches.

— Il faut baisser les prix du beurre de 30 % et de quelques pour cent les prix du blé.

— Il faut regrouper toutes les petites exploitations pour que les fermes produisant des céréales aient au moins 80 hectares et qu'une ferme produisant de la viande ait un troupeau d'eau moins 150 bovins ».

On comprend que M. Debré ait vivement reproché à M. Mansholt de tenir des propos qui risquent de créer des réactions violentes.

Depuis des années, les représentants de la grande culture avaient réussi à imposer des prix élevés pour le blé et la betterave. Les grandes

exploitations ont, de ce fait, réalisé des profits considérables grâce auxquels ils ont sans cesse accru leurs capacités de production et leur pouvoir économique. Les petits paysans, surtout dans les régions d'élevage, ne bénéficiaient que très peu de ces prix avantageux et ils cherchaient à défendre leur maigre niveau de vie en travaillant davantage ; ils comptaient beaucoup sur la production de lait pour s'assurer quelques revenus quotidiens, mais du coup, la production de lait est devenue fortement excédentaire et les stocks se gonflent sans cesse.

Alors, M. Mansholt prend le taureau par les cornes et propose d'abattre les vaches, mais il mécontente tout le monde : les petits paysans qu'il invite à quitter la terre en grand nombre, en ajoutant que les Etats vont sûrement industrialiser les zones rurales. Or, ce n'est pas les plans de stabilisation, les économies budgétaires, et l'abandon de toute réforme régionale sérieuse, comme le récent débat parlementaire le confirme, qui pourrait apporter un espoir quelconque aux millions de travailleurs du sol appelés à grossir les rangs des chômeurs et des déclassés.

De leur côté, les gros cultivateurs déjà inquiets des projets de baisse des prix, reprochent vertement à M. Mansholt d'avoir parlé d'exploitations pluri-familiales, ce qu'ils ont traduit par exploitation collective. Les Caffareli, Delatisse et Deleau grands représentants du monde agricole poussent des hauts cris. Il faut donc s'attendre à une rude empoignade, mais le gouvernement ne pourra contenter tout le monde et la ferme solidarité des agriculteurs va être encore plus évidente. □

□ Communiqué du Bureau National

Le gouvernement gaulliste gravit chaque jour un degré dans l'escalade de la répression à l'Université. A Clermont-Ferrand, ce sont les élèves fonctionnaires grévistes des impôts, qui, après intervention de la police, sont emmenés au poste menottes aux mains. A la faculté de médecine de Lyon et de Marseille, à celle de droit de Nantes, les forces de police pénètrent dans les locaux universitaires et les font évacuer. A Toulouse, la police envahit la faculté des sciences et disperse une manifestation de solidarité avec un employé abusivement licencié.

A la faculté de Nanterre, un contrôle des cartes étudiantes est confié d'abord aux appariteurs, puis à des policiers. Les C.R.S., enfin, renouvellent la provocation du 3 mai en encerclant le soir la Sorbonne.

Pour donner un support à toute cette série de voies de fait, les deux décrets du 15 décembre donnent aux recteurs des pouvoirs discrétionnaires de police dans l'université, et le droit de connaître eux-mêmes les dossiers des étudiants pour leur permettre de s'insérer dans telle ou telle université. Sur ces deux points, la loi

d'orientation se trouve violée par ses auteurs, avant même d'avoir reçu un début d'application.

Déjà, l'article 15 du décret du 8 novembre, instituant de nouveaux conseils d'administration dans les lycées, avait donné aux recteurs d'incroyables pouvoirs en leur permettant de « prononcer la démission d'office d'un membre du conseil en cas de manquement à l'exercice de ses fonctions ou de comportement incompatible avec celles-ci ».

La démonstration est faite que l'université ne peut pas fonctionner dans le cadre que lui offre le régime. Tandis qu'Edgar Faure, impavide, continue à prôner les mérites d'une réforme à laquelle personne ne croit plus, à commencer par lui, Marcelin est déjà installé à l'Education Nationale.

Le Gouvernement qui s'apprête à affronter les conséquences sociales de sa politique économique cherche à baillonner d'ici là toute expression du mécontentement : il lui faut mettre au pas les étudiants et les lycéens en s'appuyant sur la formidable campagne qu'il orchestre dans la presse réactionnaire et une télévision aux ordres ; il lui faut éviter le risque d'une expression de la volonté populaire dans les Assemblées régionales en en livrant le contrôle aux notables.

Il est ainsi dans la nature du gaullisme de conduire lui-même à l'échec les réformes sur lesquelles il comptait pour assurer sa stabilité. □

□ Lutte socialiste

Le numéro 5 de « Lutte Socialiste », journal des étudiants du P.S.U., est sorti : « La bourgeoisie dans l'impasse : Préparons la nouvelle offensive ».

Au sommaire :

- « Tâches et perspectives du mouvement étudiant ».
- L'autogestion : une formule creuse ?
- Renault-Billancourt : Lutte des classes et démocratie ouvrière.
- Le capitalisme en sursis. Etc...

Pour toutes commandes de sections ou groupes : E.S.U., 81, rue Mademoiselle - FON 22-60.

□ Stage de formation

Un stage de formation pour les responsables régionaux jeunes est prévu pendant les vacances de Noël. Il est ouvert à deux responsables par région.

Dates : 28, 29, 30, 31 décembre et 1^{er} janvier.

Lieu : aux environs de Grenoble (avec possibilité de faire du ski entre les séances de travail).

Programme :

- initiation aux problèmes économiques,
- fonctionnement de l'économie capitaliste,
- approfondissement du marxisme.
- pouvoir politique et classes sociales,
- action des C.C.R.J.

Pour tous renseignements et inscription : C.C.N.J., 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e.



Collombert

Un manque d'animateurs.

F.J.T.

Une intégration mal réussie

Yves Serjeune

En théorie lieu de passage, le F.J.T. (Foyer de jeunes travailleurs) est très souvent le seul point de chute du jeune travailleur ; et si certains n'y passent que deux ans, ou moins, d'autres voient approcher avec inquiétude leur vingt-cinquième anniversaire, et le jour où ils devront quitter le F.J.T.

Des dortoirs

Une mauvaise répartition géographique (trop éloignée des lieux de travail — en particulier dans la région parisienne où malgré l'affluence d'un personnel jeune dans les grands magasins, les banques, etc., les foyers sont tous situés à la périphérie de Paris ou en banlieue) fait que les quelques 100 places, parfois 120 ou 150 que comptent ces établissements ne sont pas toujours occupées, alors que les besoins en logements sont loin d'être satisfaits.

D'autres raisons causent la désaffection des jeunes pour les F.J.T.

A première vue la somme demandée pour la chambre, le petit déjeuner et les repas (entre 310 et 430 F suivant les foyers et le nombre de repas) ne semble pas excessive ; mais un jeune travailleur dont le salaire moyen est de 900 F souhaiterait sou-

vent trouver moins de « confort » — par exemple préparer lui-même ses repas — et des prix moins élevés.

Il existe quelques foyers ultra-modernes, très confortables, disposant de près de 250 chambres (ainsi « Les Ecrins » à Grenoble qui a été construit pour olympiques, et sert maintenant de F.J.T.) ; mais la plupart du temps, les F.J.T. sont construits dans un cadre médiocre et triste. Qui n'a pas frissonné à la vue du monstrueux « Palais de la femme » à Paris ?

D'ailleurs la construction et l'aménagement d'un foyer sont très souvent laissés à l'initiative privée. Le promoteur reçoit une aide à la construction, et théoriquement le foyer une fois construit et habité doit tourner avec ses propres revenus — c'est-à-dire les pensions. Cela explique en partie que dès qu'un jeune est en chômage on le mette à la porte.

Si l'on peut recenser le nombre de lits disponibles (à peu près 12 000 dans la région parisienne, c'est-à-dire 150 foyers ; 35 000 dans tout le pays, c'est-à-dire 660 foyers), aucune étude n'a été faite, aucune prévision n'est possible quant aux besoins actuels.

Le V^e Plan a émis des vœux : que 18 000 lits de plus soient construits pour 1970. Comme pour les

écoles libres, les différentes confessions cachent partiellement sur le plan de la construction les carences du système capitaliste.

Par foyer, pour environ 120 jeunes de 16 à 21 ans (25 dans la région parisienne) on compte 3 à 4 éducateurs. Comme chaque F.J.T. compte à peu près 10 % de « cas sociaux » c'est insuffisant pour assurer un « encadrement ».

En fait, c'est la fonction de l'éducateur et du foyer lui-même qui sont à reconsidérer.

Du flic à la bonne-sœur

Un directeur de foyer qui se glorifiait d'accepter près de 30 % de cas sociaux et de les encadrer, expliquait sa méthode (les garçons ont ici dans les 15-16 ans) : au premier trimestre, on parle des grands problèmes, le racisme, la prostitution ; puis au second trimestre on lui fait prendre en charge sa propre vie : la famille c'est un engagement, son travail c'est un engagement (la patrie aussi sans doute !). Comme nous le questionnions sur la prise en charge du fonctionnement du foyer il s'est déclaré hostile à la participation du personnel de cuisine au conseil de maison, par contre « une table sale, c'est l'affaire du jeune ». Vive l'adulte responsable qui saura nettoyer sa table !

En toute bonne foi, d'autres directeurs pensent que ces jeunes il faut les mater, et que les blousons noirs il suffit de leur cogner dessus. D'où un règlement policier : à 22 h, tout le monde doit être rentré (2 fois par semaine à 24 h), les personnes du sexe opposé n'ont pas le droit de s'introduire dans les chambres, il ne faut pas parler politique — interdictions débonnaires, mais l'imagination des éducateurs est féconde.

La vie à l'intérieur du foyer dépend essentiellement du directeur. Il n'existe pas de statut propre à ce dernier. Refusant d'être flic ou bonne sœur, certains veulent faire de ce lieu de passage un centre de rencontre pour le quartier. Malgré de multiples difficultés financières, ils organisent qui un ciné-club, qui un club-bar-discothèque, où les jeunes du quartier peuvent venir.

Mais le monde extérieur se méfie des habitants des foyers (élèves de l'enseignement technique, ouvriers, petits employés pour les filles surtout. Mais aucune étude n'a été suivie sur les secteurs d'emploi, le niveau d'étude, de qualification professionnelle. Elle est rendue pratiquement impossible par l'extrême rotation des jeunes — en moyenne on reste quatre mois dans un foyer — :

« Quand on nous demande : où habites-tu ? et qu'on répond au F.J.T., on est ou de suite jugé comme un voyou ou comme un glousson noir. »

Les régiments de filles (50 % des foyers), les bandes de garçons sont ressentis comme des dangers. Il est vrai que la délinquance s'accroît. Les raisons ?

Utiliser la ségrégation

Le foyer qui sert en principe à intégrer les jeunes travailleurs à la vie sociale les coupe en fait de l'extérieur. Constatons-le et tirons-en les conclusions : à mettre les jeunes travailleurs d'un côté, les étudiants d'un autre, et les riches ensemble et les prolos ensemble, la situation devient explosive.

Le travail étant ressenti comme une malédiction par la majorité des jeunes qui habitent les foyers, aucune amélioration n'en modifiera réellement la nature. Les 8 ou 10 h passées à travailler sont donc mises entre parenthèses, et par contre-coup, il n'est pas rare qu'un vent de révolte souffle sur le foyer. Il s'accroche en apparence à des riens dans le règlement, mais vient une crise violente, comme celle de mai, et les révoltés sont les premiers à réagir : plus d'une grève a démarré dans un F.J.T.

Signe de la place que notre société fait au jeune travailleur, le F.J.T. est « en attendant ». En attendant, le service militaire, le mariage, une situation... bref, en attendant d'être adulte.

Cette conception est à double tranchant : l'embrigadement physique et idéologique se retourne contre son auteur, le capitalisme. Le F.J.T. possède les conditions requises pour devenir un ferment révolutionnaire. □

Librairie de Tribune Socialiste

Tous ces livres sont en vente à la Librairie de Tribune Socialiste

EDITIONS DU SEUIL

- *Le devoir de violence*, de Yambo Ouologuen (Prix Renaudot) 15,00 F
- *L'O.R.T.F., un combat*, de R. Louis 15,00 F
- *Le mouvement de mai ou le communisme utopique*, d'Alain Touraine 21,00 F
- *Les Communistes*, d'Annie Kriegel 7,50 F
- *Ils accusent*, par l'U.N.E.F. et le S.N.E-sup. (le Dossier complet de la répression) 9,00 F

EDITIONS JULLIARD

- *Le Laminage continu*, de Pierre Belleville 20,70 F

CENTRE D'ETUDES SOCIALISTES

- *Dialectique marxiste et pensée structurelle* (Débat entre Poulantzas, F. Chatelet, Marc Ferro sur les travaux d'Althusser) 12,00 F

EDITIONS GRASSET

- *L'Empire américain*, de Cl. Julien 25,00 F

— Pour tout envoi postal, envoi franco (sans ristourne).

— Pour tout achat au siège de T.S. : ristourne 10 %.

— Adresser les commandes à T.S., 54, Bld Garibaldi, Paris 15^e. Paiement à la commande par chèque postal ou bancaire CCP T.S. 58 26 65 Paris.



A.F.P.

Livres

L'ordre règne à Prague

Gilbert Chantaire

« Prague occupée m'a communiqué sa révolte et sa détresse. Je me sens bien incapable d'écrire un livre sagement construit sur ce que j'ai vécu là-bas. Ni sur ce que j'ai appris ensuite... Prague m'aura séduite et engloutie au point que je me ferai magnétophone et caméra. Mon seul rôle sera d'enregistrer l'événement pour témoigner ». L'essentiel de l'ouvrage d'Isabelle Vichniac (*) est en effet constitué par des témoignages et des documents. Certains nous étaient connus mais l'incalculable mérite de l'auteur est de nous faire revivre ces événements tels qu'elle les a vécus, c'est-à-dire, en amie du peuple tchécoslovaque et en admiratrice de l'expérience tentée depuis janvier par les dirigeants et les masses populaires enfin unis pour la difficile édification d'une société socialiste.

De normalisation en normalisation

Du 21 au 27 août nous pouvons ainsi vivre l'occupation brutale de la Tchécoslovaquie et les efforts déployés par une population qui a fait preuve d'un sang-froid et d'une maturité politique remarquables. L'intelligence, l'humour noir qui dissimulaient cependant mal une profonde angoisse, la cohésion et l'espoir ont été les seules armes utili-

sées par les Praguais tout au long de cette première « normalisation » qui durera sept jours.

Le 21 août, dans Prague stupéfaite et consternée, un seul mot est sur toutes les lèvres : Pourquoi, Pourquoi ? Survient aussitôt la première réponse à l'envahisseur : la grève générale de deux minutes scrupuleusement observée. Fait de la plus haute importance lorsque l'on songe que celle-ci est la première sur le territoire tchécoslovaque depuis 1938!

Le lendemain, le public sorti de sa torpeur retrouve instinctivement ses réflexes de résistance face à l'occupant. Réflexes indispensables pour une nation si souvent victime d'invasions! Très vite, en effet on vit apparaître comme lors de l'occupation hitlérienne des slogans dénonçant les occupants et les collaborateurs. Cette attitude fondamentale de résistance passive ne pouvait surprendre un observateur comme Isabelle Vichniac qui connaît parfaitement ce peuple et son histoire. L'évocation répétée de Jean Hus n'est pas une preuve d'immobilisme ou de repli, elle est au contraire un symbole de culture et l'intelligence, non une passivité fataliste mais l'intime conviction que la force des idées est supérieure à la puissance brutale et que « La vérité vaincra ». Les Tchèques, so-

cialistes dans leur grande majorité condamneront l'intervention au nom précisément de ce socialisme, invoquant Marx : « Seul peut être libre un peuple qui ne prive pas un autre peuple de sa liberté », ou appelant Lénine à leur secours : « Lénine réveille-toi, Brejnev est devenu fou ».

Notons également qu'Isabelle Vichniac nous parle très peu des prétendues forces contre-révolutionnaires que 600.000 soldats soviétiques dispersés sur tout le territoire n'ont pu trouver eux non plus (toujours l'humour tchèque!).

La poursuite du récit nous montre combien fut bénéfique l'héritage stalinien dans ce pays. Une grande partie de la population parle ou écrit le russe ce qui lui a permis de démoraliser les troupes soviétiques. Le summum dans le genre demeurant l'utilisation parfaite par tout un peuple des structures bureaucratiques et de l'organisation hiérarchisée et cloisonnée mises en place par Staline et ses adeptes. Organisation tout entière mise au service de la liberté. L'auteur nous fait partager ensuite son émotion devant l'assassinat de Milan Kadlec, responsable de pionniers. Il s'attache également à nous démontrer la faillite de l'endoctrinement en régime soviétique au point que s'est trouvée à la tête du combat, toute une jeunesse qui a grandi en système socialiste. Tout le reste de l'ouvrage contient une multitude d'exemples de résistance au cours de cette occupation. Il contient en outre quelques révélations intéressantes quant au niveau de conscience politique des dirigeants soviétiques. La perle dans le genre vient du maître en la matière, Piotr Chelest dont nous évoquons souvent la sinistre réputation dans ces colonnes. A Cierna lors de l'entrevue avec les responsables tchécoslovaques il aurait déclaré : « Vous avez parmi vous, camarades, un dénommé Kriegel qui n'est ni Tchèque ni Slovaque, ni Noir ni Blanc. C'est un Juif de Galicie. »

A lire

— « Options Humanistes » par l'Equipe d'Economie et Humanisme. Edit. Ouvrières, 213 pages, 15 F.

L'équipe d'Economie et Humanisme a cru nécessaire d'entreprendre une réflexion sur les principaux axes des travaux du fondateur de ce Centre, le père Lebrez. Une préoccupation, une seule préoccupation domine la vie et les travaux du père Lebrez : l'homme, l'homme à libérer, l'homme à promouvoir.

— « Les misères de l'abondance », par Jean Boniface. Edit. Ouvrières, 108 p., 8 F.

Il a une grande aventure à vivre, apparemment moins fascinante que l'aventure menée par nos pères quand ils asservirent la nature, explorèrent la terre, inventèrent la science. Apparemment... car maîtriser les forces économiques et sociales, donner tort aux anticipations d'apocalypse, rouvrir les sources de la joie et de l'amitié, rétablir la vérité du langage et de la communication, libérer les forces créatrices, fonder la société sur de nouvelles bases, avec une

Le nerf des radios

Dans la deuxième partie du livre l'auteur nous montre comment et pourquoi cette résistance fut possible. Tout d'abord, le nerf de la résistance qui n'est autre que la fantastique guerre des radios. Le harcèlement imposé par une troupe de résistants invisibles a fait que les Soviétiques n'ont jamais pu passer pour « clandestins », au contraire l'utilisation d'émetteurs extra-territoriaux et de fréquences non allouées a fait de leurs émissions le type même de l'émission pirate violant les conventions internationales. Ensuite Isabelle Vichniac évoque le nerf du pouvoir. Il s'agit bien sûr de la police secrète. Nous touchons là un des mobiles essentiels de l'intervention. Il est évident que la remise en cause de la bureaucratie et du rôle dirigeant du parti est tout d'abord la remise en cause de l'existence et de la fonction de cette police politique. Le S.T.B. employait avant janvier 20.000 personnes à plein temps et Pavel le nouveau ministre de l'Intérieur commençait timidement l'épuration. C'est la première fois que dans un pays socialiste on s'attaquait à la police secrète, police qui comme chacun sait est totalement manipulée par l'Union soviétique. Le démantèlement d'une semblable organisation est plus important que la suppression de la censure dans la presse! Cet aspect le moins connu du drame tchèque est parfaitement analysé au cours de ces pages où l'auteur nous explique comment le S.T.B. dans sa grande majorité a participé à la résistance populaire.

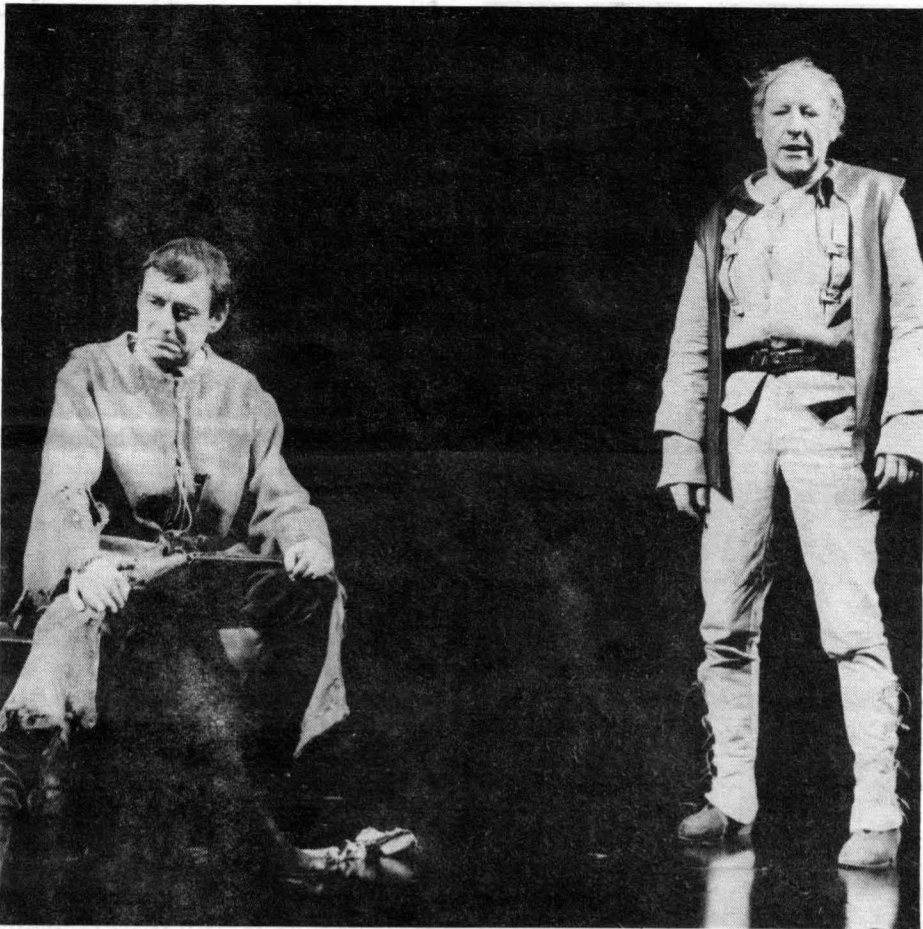
Cet ouvrage précieux que nous conseillons vivement à nos lecteurs leur permettra de saisir le drame actuel de l'Europe de l'Est en général, Pologne, Allemagne de l'Est, Union Soviétique comprise... Problèmes qu'Isabelle Vichniac aborde trop brièvement hélas. □

* Isabelle Vichniac « L'ordre règne à Prague ». Fayard, 17 F, 187 p.

finalité et un style nouveaux, bref changer la vie.

— « La criminalité à Paris », par V.V. STANCIU. Edit. du C.N.R.S. 361 p., 30 F.

« Si nous avons réussi à dissiper quelques-uns des préjugés et à apporter un peu de compréhension pour le criminel, être méconnu, souvent victime de l'incompréhension des honnêtes gens deux fois victimes : avant et après son crime ; si nous avons prouvé que l'infraction n'est pas guérissable, comme une maladie quelconque, par des traitements individuels ; si nous sommes arrivés à ce que l'Administration admette la possibilité de l'échec de la justice pénale et qu'une partie de l'opinion publique se rende compte que la criminalité ne pourra être diminuée que par la transformation radicale de l'urbanisme parisien ainsi que de notre civilisation quantitative, et trop compétitive, alors ce livre n'aura pas été inutile ». Cette imposante lecture, représentant quinze années de recherches et d'enquêtes, mérite d'être considérée.



François Périer et Georges Wilson.

Pic

Théâtre

La défaite de Dieu

Claude Glayman

« Le Diable et le Bon Dieu » a été créé il y a 17 ans. L'âge des jeunes d'aujourd'hui, celui que j'avais alors lorsque j'assistais quelque peu égaré à cette création. En 1968 mon embarras n'est pas moins grand pour rendre compte d'une œuvre importante et d'une prodigieuse densité, d'autant que pour n'être pas toujours en accord avec la représentation qu'en propose le T.N.P., force est d'en reconnaître les qualités.

Comme beaucoup de ses œuvres antérieures, (1) cette pièce de Sartre ne relève pas d'une référence historique précise, mais si elle se déroule dans le cadre d'une fiction avant tout métaphysique, celle-ci n'en brasse pas moins un faisceau de situations historiques toutes proposées à une pédagogie politique. Depuis lors, Brecht est passé par là.

Cette évolution vis-à-vis de la matière historique est sans doute la conséquence de celle d'une société qui a désacralisé l'Histoire en l'imposant à tous quotidiennement, nos luttes multiples en témoignent comme la multiplicité toujours plus

grande des moyens d'information. Le théâtre et plus précisément le théâtre politique y ont-ils gagné ? Le débat est ouvert ! Contentons-nous pour l'instant de souligner à quel point de nos jours l'allusion historique du théâtre n'est souvent qu'un alibi et l'actualité qu'une mode par où s'engouffrent des langages lyriques porteurs de confusion.

Un classique

Au contraire, chez Sartre le classicisme se traduit par une économie du langage qui dans « Le Diable » hormis ses éclats verbaux, dit très exactement ce qu'il veut dire ! Vers les années 50, chez Sartre, Camus, etc., le goût était très vif pour le scénario historique, la reconstitution plus ou moins idéalisée d'événements passés. C'est d'ailleurs ce qui facilite grandement la tâche du T.N.P. et explique la réussite de cette représentation, spécialement dans la seconde partie, celle de la conversion de Goetz (la première partie si étincelante laisse à désirer alors que chez Jovet en 1951, Pierre Brasseur était le superbe cabot qu'est le Goetz du début).

Le mouvement de foule n'est-il pas l'une des spécialités du T.N.P. ? Il est vrai qu'il y aurait beaucoup à dire sur cette spécialité qui abou-

tit souvent à déprécier la portée politique des œuvres de Brecht, O'Casey ou Shakespeare, etc. : on montre la foule-oratorio, souffrante et passive au lieu d'exalter la foule combative et décidée. Mais pour Sartre l'apport du T.N.P. introduit une dimension toute nouvelle dans la quête métaphysique de Goetz et dans celle des autres personnages. Cette dimension je crois bien qu'elle était absente de la mise en scène de Jovet ; or elle me paraît conforme à tout ce que nous savons des engagements politiques auxquels Sartre a attaché son œuvre et son nom, elle l'est également à l'itinéraire de Goetz. Qu'il fit le mal pour le mal ou qu'il décidât de faire le bien, les actes de Goetz ne se réfèrent qu'à Dieu (ou au Diable) et en définitive à lui-même.

Ce qui en 1951 semblait un échec de Goetz, la mort, l'inexistence de Dieu débouchant sur le désespoir et le retour du réître à son goût de la guerre, s'avère être aujourd'hui la découverte que le bien passe forcément par l'engagement auprès des hommes, avec eux, par la fin de Dieu et de l'individualisme, dans le combat terrestre et singulièrement dans l'âpre mêlée de la lutte de classes. Goetz ne retourne pas à la guerre gratuite de mercenaires, il se joint à la guerre des paysans (Engels), il se met au service des pauvres contre les seigneurs, sans peut-être comprendre tous les prolongements de son choix, mais en faisant beaucoup plus que de se livrer au don charitable de ses terres, terres qui en tout état de cause, avaient été dérobées aux paysans et à leur labeur.

Une œuvre laïque

Le second avantage de l'éclairage du T.N.P. apparaît dans ce que j'appellerai la laïcité de la représentation. Cette pièce restitue le cheminement de l'athéisme. Lorsqu'il s'adonnait au mal, Goetz était la proie du démon, après il comprend vite que le bien de nature pieuse suppose la duperie du peuple misérable et crédule. A l'escroquerie de la vente des indulgences, Goetz ajoute, certes avec une sincérité profonde qu'accroît encore le jeu de Périer, le truc des mains qui saignent. Mais comme Heinrich, le curé apostat, Goetz se brisera dans une quête de la bonté divine poursuivie en dehors des hommes « aux mains sales ». A mon sens « Le Diable et le Bon Dieu » est la première pièce moderne qui parle de Dieu et de son problème en termes laïques.

A propos du personnage de Goetz, Francis Jeanson avait développé une théorie du héros sartrien qui fit fortune, celle du « bâtard ». Schématiquement coincé entre des classes antagonistes, inutile, en l'air, traître en puissance, bref l'image de l'intellectuel telle qu'on la vit fleurir au lendemain de la seconde guerre mondiale. Dans la mise en scène de Jovet, la bâtardise écrasait Goetz aucune issue n'était concevable, l'Histoire ne mordait pas. Au T.N.P.,

Goetz certes demeurera déterminé par sa bâtardise, mais il va la dépasser dans sa réconciliation avec les hommes. La tragédie est moins pessimiste. Au spectacle de cet inattendu dénouement, je me demandais si finalement ce n'était pas toute la situation intellectuelle qui avait changé aujourd'hui. La bâtardise n'est plus son lot. Sans démagogie ne peut-on voir dans mai la preuve la plus éclatante de cette constatation !

La liaison « étudiants-ouvriers », toutes proportions gardées, n'est-ce pas celle de Goetz et des paysans allemands ! Ne forçons pas la dose, certains reflets ne sont à tout prendre que des illusions ? Pourtant qui pourrait aujourd'hui soutenir que l'intellectuel ne connaît d'autre vocation que de tourner en rond tiraillé entre les camps. Ses chances et les choses ont changé ! Et tout compte fait le théâtre n'y est peut-être pas pour rien lui qui a tourné autour du peuple ! Malgré toutes ses faiblesses on en éprouve le sentiment avec le T.N.P.

C'est sur cette scène que l'on a vu à côté de Goetz se détacher d'autres personnages d'une importance quasi identique. Ces personnages sont-ils vraiment réductibles à des thèses ?

Heinrich déjà nommé, mais aussi Nasty, leader populaire, d'extrême gauche, voué à Dieu comme tous les chefs de jacqueries ; Karl, ancien valet de Goetz devenu révolutionnaire intransigent ; Catherine, la putain victime de l'inconciliable amour de Goetz, ressuscitée et métamorphosée dans Hilda. Héros écartelés qui traversent l'œuvre et la hissent au niveau du fracas des contradictions.

Georges Wilson est un Nasty convaincant alors qu'Alain Mottet ne dose pas assez les surenchères de Heinrich. Judith Magre a la vulgarité de Catherine alors que Francine Tacette excellente Hilda s'en tient peut-être trop exclusivement à l'idéalisme du personnage. Reste François Périer ! Est-ce par impuissance ou par intuition qu'il restitue un Goetz, frêle, sympathique, plus pitoyable que terrifiant, écrasé par sa recherche de l'absolu. Avec Périer, Goetz descend du théâtre dialectique et du jeu, de l'olympes métaphysique où il jonglait du temps de Brasseur, et devient une créature souffrante, happée perpétuellement par ses contradictions. Presque vous et moi. Intimement ! Discrètement ! La puissance inspirée du verbe sartrien est parfois trop ample pour la silhouette, mais à d'autres moments elle prend un accent quasi mélodieux, elle est toujours directe et clairement motivée, pleine de la signification que chaque spectateur lui accorde sur le champ.

La métaphysique n'est devenue accessible, populaire presque, exemplaire, que parce qu'on l'a placée vis-à-vis de l'Histoire, la défaite de Dieu, c'est la victoire de l'Histoire humaine, et en tout cas celle du T.N.P. □

(1) « Nekrassov » est actuellement au Théâtre National de Strasbourg. Le théâtre de la Ville doit prochainement présenter « L'Engrenage ».

● « Le Diable et le Bon Dieu » de Sartre, mise en scène de G. Wilson - T.N.P., tél. : 553 27 79.

Cinéma

Un cri canadien

Jean-Paul Fargier

Il est scandaleux que le plus beau film visible actuellement à Paris soit confiné, par les lois du marché cinématographique, dans une petite salle de deux cents places. En province, s'il y arrive, il ne sera vu que par quelques cinéclubistes privilégiés. Et pourtant il est d'une telle simplicité qu'il intéresserait tout le monde. Il est dédié à « tous ceux qui ont encore du naturel ».

« Le règne du jour » de Pierre Perault (Canada) nous introduit dans l'intimité d'un couple de vieux Canadiens français qu'il a amenés en France, retrouver le berceau de leurs ancêtres. Il les a filmés aussi au retour, racontant à leurs amis leur voyage, leurs découvertes, leurs surprises. Le montage rapprochant le temps vécu du temps raconté nous fait assister à de surprenantes constantes. Au fil du voyage en Normandie, Alexis Tremblay, 79 ans, sa « vieille femme » Marie, 76 ans, et leur fils Marcellin, confrontent la réalité française et l'idée qu'il s'en faisaient. Ils comparent le règne du jour (d'hui) et le règne d'autrefois. Ils constatent que tout change, que les règnes meurent, et que, même si on transmet son naturel aux enfants, ça n'empêche pas qu'il y ait maintenant un peu de pepsi au travers de leur sang.

Face à la modernité implacable (« il faut que les règnes changent ») ils réagissent différemment. Marie : il faut accepter le règne comme il vient. On est mieux qu'avant. Marcellin : On progresse bien plus vite qu'avant. Alexis : c'est le règne de la folie et de la gaspille. Cette magni-

fique expression stigmatisant l'obsolescence de la société de consommation (sa tendance au gaspillage) donne un aperçu à la fois de la lucidité du personnage et de son vocabulaire riche de formules savoureuses.

On y voit des gens prendre une juste mesure du monde dans lequel ils vivent. Avec tristesse, ils voient l'irrésistible ascension de l'homme unidimensionnel. Et leur passéisme, leur nationalisme à la limite du chauvinisme, n'est qu'une protestation contre la destruction qu'entraîne un internationalisme trop souvent totalitaire et une modernisation trop souvent réductrice et déshumanisante. Alexis Tremblay est une fin de race, et il en a conscience. Il faut le voir lui, sa femme, son fils, évoquer la vie d'antan, tuer le cochon, participer à la chasse à l'épouvante (à courre), embrasser le contrat vieux de deux siècles qui permet à leurs ancêtres d'émigrer au Canada, discuter avec les paysans français, s'émouvoir d'un récit de guerre et s'écrier « ça c'est du courage français », faire sa prière du soir au pied du lit avec sa femme ou s'entretenir avec elle de leurs années de jeunesse. Nous sommes émerveillés par la spontanéité et la fraîcheur d'âme de ces vieillards paisibles.

Ajoutons que la meilleure façon de rendre compte de ce film aurait été d'envoyer à chaque lecteur un disque souple reproduisant quelques minutes du dialogue. Il aurait eu l'essentiel : la saveur des mots et de l'accent. □

La petite mort

Jean-Luc Pouillaude

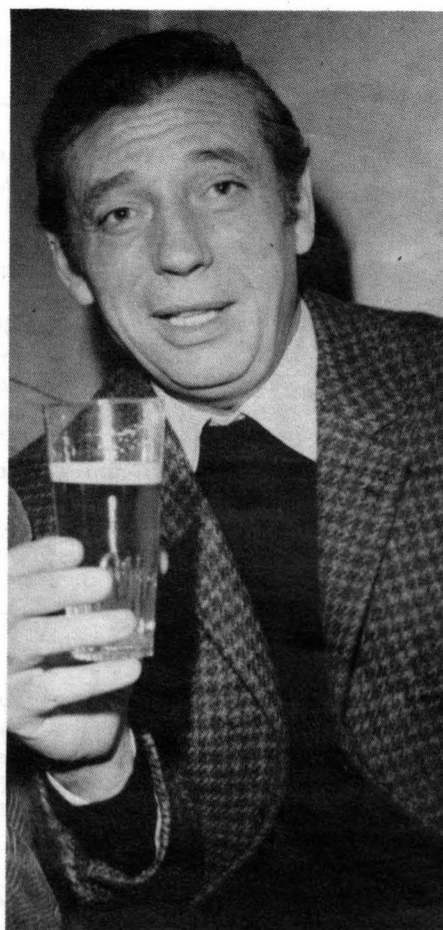
Il est des films qui ne se racontent pas. Non seulement parce que les mots sont impuissants à cerner des sentiments fugitifs, mais parce que, dès qu'on les dévoile, on est pris aux pièges du langage et on les trahit du même coup. Ce n'est ainsi qu'indirectement et par analogie qu'on peut être en mesure de parler d'« Un soir, un train », cette œuvre admirable de lyrisme et de désespoir où André Delvaux, le réalisateur belge de « L'Homme au crâne rasé », nous entraîne.

Une plaine grise et froide, marécageuse, entre terre et eau, que traverse un train. Dans ce train un couple se défait : Mathias, professeur de linguistique, est parti donner une conférence ; Anne est venue le rejoindre, mais, entre eux, chaque silence, chaque sourire, chaque parole va jusqu'à tisser un réseau opaque d'incompréhensibilité. Mathias s'assoupit. Alors surgissent des

images-souvenirs de son bonheur passé avec Anne. Lorsqu'il se réveille, celle-ci a disparu.

Dès lors, le film, à partir d'un point de départ réaliste (la recherche d'Anne et l'abandon de Mathias en rase campagne) va s'incurver vers un irréalisme inquiétant. L'épaisseur de la nuit, la menace permanente de ces terres flottantes, cette angoisse d'avoir perdu toute orientation, tout point de repère, ne font qu'accentuer le propre désarroi de Mathias, son sentiment d'insécurité et sa nostalgie de la femme perdue. On cherche à se rassurer, on se chauffe autour d'un feu précaire, on cuit des pommes de terre sous la cendre. Mais tout cela est vain. Il faut aller au terme de ce long voyage, jusqu'au bout de la nuit (de sa nuit), pour trouver sa vérité, c'est-à-dire la mort.

Delvaux excelle à traiter le réel dans la perspective de l'imaginaire.



A partir d'un point réaliste. Agip

Il ne juxtapose pas ces deux termes mais révèle le fantastique dans la réalité elle-même. Et ce, en recourant à l'emploi de symboles qui seraient excessifs s'ils étaient pris comme tels à un premier niveau. En

fait, ceux-ci sont ambigus, et c'est en faisant varier leurs significations et en les combinant que se dessine l'horizon vers lequel tend cette lancinante recherche : celui de la mort, ou de l'amour.

Il y a en outre chez Delvaux une très grande tendresse dans la description du désarroi d'un homme désaccordé. Et Montand est pour beaucoup dans cette réussite.

Il est enfin lui-même et il donne au personnage de Mathias une densité assez prenante. D'où l'épaisseur de cet homme déraciné linguistiquement (évoquant le problème flamand-wallon) et sentimentalement, qui sent le sol se dérober sous ses pieds et naître en lui une petite fêlure. Un univers craque et de proche en proche se décompose.

Malgré sa durée normale, « Un soir, un train », semble être un film long, très long. C'est parce que cette longueur est en fait une longueur qui épouse le mouvement même du temps où un amour se détruit et où l'on s'épuise dans une vaine recherche de l'autre. Avec ce très beau film de Delvaux, nous ne sommes pas si loin de cette tâche qu'Antonin Artaud assignait à la poésie : décrire cet « effondrement central de l'âme ». Un certain cinéma moderne s'y emploie avec lucidité, de « Prima della rivoluzione » à « Terre en trances », du « Chat dans le sac » à « Blow-Up ». Ce n'est pas un hasard si ce cinéma est aussi et en même temps politique. □

Pamphlet

Si mai avait gagné

Gilbert Hercet

Tel est le titre de la réjouissante « facétie politique » publiée ces jours-ci par Frédéric Bon, jeune sociologue, animateur du journal *Action*, en collaboration avec Michel-Antoine Burnier, que les journées de mai 68 ont conduits dans les mêmes eaux.

Non, ce n'est pas le nième bouquin sur mai. Les auteurs sont en effet censés écrire en août de l'année 2156. Ils partent de deux postulats très simples : 1) le mouvement de mai l'avait emporté en 1968 et 2) depuis lors « les 887 ouvrages consacrés aux événements de mai 1968, dont 16 rédigés par Philippe Labro » ont été brûlés au cours d'un incendie. A ce moment, le « Comité d'action de l'institut d'Histoire révolutionnaire » retrouve un « journal », rédigé au jour le jour en 1968 par un nommé Présigny, et décide de publier ce document inestimable. Mais, et c'est là toute l'astuce, comme en 2156 on est mal renseigné sur mai 1968. Des notes en bas de page éclairent la lanterne du lecteur du XXII^e siècle sur les personnages et les événements politiques du XX^e.

C'est un vrai festival (1). sur de Gaulle le 29 mai : « de Gaulle aurait rencontré à Varsovie les dirigeants soviétiques et polonais, afin de savoir s'il pouvait compter sur le soutien des pays de l'Est » ; sur Mitterrand : « ni radical, ni socialiste, Mitterrand a été classé par G. Duvert dans la catégorie commode des radicaux socialistes » sur Mgr Marty : « on s'explique mal comment l'ancien dirigeant communiste exclu en 1952 a pu gravir aussi rapidement les degrés de la hiérarchie catholique » ; sur René Andrieu : « Andrieu représentait avec Michel Droit la gauche dans les Tribunes télévisées » ; un poème anonyme : « Honteux qui, communiste, a pris un long virage, ou comme Séguy-là, qui prêcha la raison Et puis s'est retourné, préparant l'élection, Réver dans ses bureaux d'un nouveau torpillage. »

Tout le monde en prend pour son grade. Presque seul, le P.S.U. est épargné. Renseignement pris auprès de Frédéric Bon, il s'agirait surtout d'un oubli ! □

(1) Si Mai avait gagné. Collection enragée, chez J.J. Pauvert. 5 francs.

Cinéma

A voir de toute urgence.

- UN SOIR, UN TRAIN (A. Delvaux). Belge, du réalisateur de « L'homme au crâne rasé ». Une méditation sur la mort et l'amour. Un Montand inattendu et d'une rare intensité.
- LE MANDAT (S. Oussmane). Film sénégalais qui ne pouvait être réalisé que par un Africain pour atteindre la désinvolture de ce ton ironique et acide qui est celui de cette description de la perturbation causée dans un village par l'arrivée d'un mandat. Son propriétaire se croit riche...
- Un western : COMANCHE STATION (Bud Boetticher). Les vertus du western traditionnel pimantées par une violence efficace et la présence du grand Randolph Scott.

Anciens, mais à voir ou revoir.

- FOLA MONTES (Max Ophüls). Pour la première fois en version intégrale, ou du moins très proche de celle rêvée par Ophüls. L'un des rares films sur la

femme-objet, où l'on peut voir Martine Carol, dans l'enceinte du cirque, sous le jouet symbolique de Peter Ustinov, mimer la vie de la célèbre courtisane.

- L'EXTRAVAGANT M. RUGGLES (Léo Mc Carey). Toujours jeune, une éclatante comédie américaine.
- ROUGES ET BLANCS (M. Jancso). Par l'auteur des « Sans espoirs », une œuvre désespérée sur la révolution et la mort. A voir aussi pour l'utilisation splendide du cinémascope noir et blanc. Un sens prodigieux de la composition de l'image.
- ŒDIPÉ ROI (PP. Pasolini). Le mythe d'Œdipe vu à travers les obsessions de Pasolini. Un cri de violence.
- PAISERS VOLES (F. Traffaut). Toujours dans le fameux ton doux-amer, le récit d'une initiation à la vie. Un J.P. Léaud étonnant de spontanéité.
- Deux westerns de Monte Hellman : THE SHOOTING et L'OURAGAN DE LA VENGEANCE. Un retour nostalgique au western comme mythe originaire. Mais aussi une destruction du « récit » et des « héros » traditionnels. Extrêmement vigoureux et attachant de par la froide résolution qui anime ces personnages crispés, dont on ne sait rien, et qui vont au-devant de leur mort. Deux très gran-

des leçons de cinéma. Voir par exemple le Boetticher entre « The Shooting » et « L'ouragan » pour faire le contre-point.

A voir.

- CINEMA D'INQUIETUDE. Séance de courts-métrages. Signalons : LES STATUES MEURENT AUSSI (Chris Marker). PIERRE MOLINIER (R. Borde) ou l'érotique surréaliste. FLAGRANT DELIT (P. Delpire), montage de photos de Cartier Bresson.
- LES CONTREBANDIÈRES (Luc Moullet). Après « Brigitte et Brigitte », Moullet papillonne et nous entraîne sur des sentiers inédits et déroutants.
- PETULIA (Richard Lester). Ambigu et finalement assez conventionnel. A voir pour Julie Christie.
- ROSEMARY'S BABY. Un Polanski envoûtant même si le réalisateur du « Bal des vampires » joue un peu trop sur la facilité!
- LA PRISONNIÈRE (C. Clouzot). A voir ne serait-ce que par réaction contre un certain terrorisme de la critique bourgeoise qui n'hésite pas au nom de la morale (de sa morale) à faire appel aux

saines vertus de la censure. Ceci dit, Clouzot, après une fascinante descente aux enfers, s'ébroue dans le mélo boulevardier. Conclusion : quitter la salle au bout de trois quarts d'heure de projection.

A oublier.

- 2 films de science-fiction :
 - BARBARELLA (R. Vadim) : Erotisme et pacotille.
 - 2.001 ODYSSEE DE L'ESPACE (S. Kubrick) : Pacotille et métaphysique futuriste ou Mac Luhan dans le cosmos.
- LA GRANDE LESSIVE (J.P. Mocky). Sur la chanson bien connue des méfaits de la télévision, a pour but de mettre dans son jeu intellectuels et grand public. Pas drôle du tout et rouillard au dernier degré!
- LA CHAMADE (A. Cavalier). Le mélo bourgeois dans sa morose splendeur.
- ROMEO ET JULIETTE (F. Zeffirelli). Avec Walt Disney, la machine de guerre pour les fêtes. Zeffirelli ou la culture récupérée, aseptisée et couchée sur papier glacé. Une esthétique de la consommation.

Disques

- Musique symphonique (Mahler). Symphonies 1-2-3-4. par Bernard Haitink (6 x 30 cm Philips) et symphonies 5 et 6 par Václav Neumann (3 x 30 cm Philips).
- Musique de chambre, J.S. Bach. L'intégrale des œuvres pour flûte, violon et viole de gambe avec clavecin. Pur, sensible et humain. (Valois 5 x 30 cm). (*)
- Opéras (Wagner). Le Vaisseau fantôme par Otto Klemperer : grandiose et puissant (Voix de son maître, 3 x 30 cm).

(Alban Berg). Lulu. Enfin, un très bon enregistrement du 2^e chef-d'œuvre lyrique de l'auteur de Wozzeck! (DGG 3 x 30 cm).

- Musique Religieuse (Berlioz). Requiem : Le testament de Charles Munch (DGG 2 x 30 cm). Noël à Prague. (Messe de Jan Jakub Ryba). Une révélation pleine de franche allégresse! La rencontre de Mozart et du robuste art populaire de Bohême! L'humour dru et la bonne foi! (Erato 1 x 30 cm). Chant (Monteverdi). Lettera amorosa par Bernard Krusyn sobre et vibrant. (Valois 1 x 30 cm). Schumann. — Elly Ameling plus vraie

que nature. Un art débarrassé des minauderies et des fioritures. (Harmonia Mundi 2 x 30 cm).

- Musique contemporaine (L'Avant-garde). — Pour la découverte d'un nouveau monde sonore. (DGG 6 x 30 cm) (*).
- Grands inédits (Henze). Le jeune lord. Une satire vive et parfois amère de la bourgeoisie allemande du siècle dernier. Un opéra plein d'humour, d'une grande efficacité dramatique et d'un langage toujours accessible. Henze, qui présente dernièrement à Berlin une cantate dédiée à Che Guevara, écrit ici un ouvrage direct et solide qui peut élargir l'audience du théâtre lyrique moderne. (DGG 3 x 30 cm).
- Solistes (René Bartoli) (3). — Un grand

guitariste français dans un beau programme varié. (Harmonia Mundi 1 x 30 cm).

- Variétés (Lionel Rocheman). — Chansons et complaintes de soldats. Les Boris Vian du temps passé. (Chant du Monde 1 x 30 cm). Serge Kerval (n° 4). Chansons des pays de France. On ne peut plus ignorer Serge Kerval qui signe ici son meilleur disque. Avec lui les vieilles chansons populaires redeviennent vivantes sans truquage et sans démagogie, parce que son humour est franc et son talent toujours sincère. (BAM 1 x 30 cm).

(*) Ces disques peuvent être acquis séparément.

Livres

Pour comprendre mai.

- Max Gallo : « Gauchisme, réformisme et révolution ». Robert Laffont, coll. « Contestation », 189 p., 8 F.

Le réformisme est nécessaire, mais le gauchisme est toujours le détonateur affirmé l'auteur qui le constate à travers l'histoire de France. Il faudra revenir sur cette nouvelle collection où ont déjà été publiés quelques ouvrages intéressants dont le Max Gallo.

- « Des Soviétiques à Saclay », François Maspéro, 87 p., 8 F.

Dossier établi par l'un des responsables du comité de grève de Saclay. Comme quoi l'attention accordée à l'évolution des cadres et techniciens n'était pas aussi contestable que certains l'affirmaient avant mai...

- Alain Touraine : « Le mouvement de mai ou le communisme utopique ». Le Seuil, coll. « L'Histoire immédiate », 302 p., 21 F.

Jusqu'à présent l'étude la plus importante publiée sur mai. « T.S. » lui consacra

prochainement une analyse plus complète.

- « Combats étudiants dans le monde ». Le Seuil, coll. « Combats », 311 p., 15 F.

Le dossier le plus complet sur l'internationale des étudiants.

- « La Sorbonne par elle-même ». Mai-juin 68 « documents rassemblés et présentés par Michelle Perrot, Madeleine Rébérioux et Jean Maitron, Mouvement Social, n° 64, juillet-septembre 1968. Les Editions Ouvrières, 416 p., 18 F.

L'encyclopédie du graffiti et du tract. Outil indispensable pour suivre l'évolution des événements de mai-juin, établi par des historiens remarquables. Les situationnistes ne l'ont pas aimé, tant pis pour eux ! □

Sur le tiers-monde.

- André Bourde : « L'Afrique Orientale ». P.U.F. « Que sais-je ? », 126 F.

Excellente mise au point sur cette partie « anglophone » de l'Afrique mal connue des lecteurs français : Kenya, Ouganda, Tanzanie.

- Francisco Juliao : « Cambao (le joug) la face cachée du Brésil ». François Maspéro, 178 p., 8,90 F.

Par l'organisateur des « ligues paysannes » un livre qui vient à point, à l'heure du coup de force fasciste du maréchal Costa E. Silva.

- Eduardo Galeano : « Guatemala, pays occupé ». François Maspéro, 143 p., 8,90 F. Analyse de la terreur fasciste qui règne dans cette « chasse gardée » de Washington, par un journaliste qui a séjourné auprès des guérilleros actuellement en pleine réorganisation.

- Georges G. Corm : « Les finances d'Israël ». Publié sous l'égide de l'Institut d'Etudes Palestiniennes ». Beyrouth, 1968, 51 p.

Un exposé sur l'économie israélienne par un économiste palestinien. Fait justice d'un certain nombre de clichés. On attend les démentis.

- Paul Borel : « Les 3 révolutions du développement ». « Economie et Humanisme », les Editions Ouvrières, 345 p., 28 F.

Analyse comparée du développement dans les pays industriels et les pays sous-développés. Mais ne se contente pas des données économiques et aborde par ty-

pologies les superstructures politiques. Il faudra revenir sur cette importante étude.

Sur les problèmes régionaux.

- Philippe J. Bernard : « La France au singulier ». Calmann-Lévy, 292 p., 15,50 F.

L'auteur ne se contente pas de décrire des exemples de centralisation autoritaire, il montre que la France est dominée par un modèle autoritaire dont il se demande si elle pourra venir à bout.

- Pierre Fougeyrollas : « Pour une France fédérale ». Denoël, 212 p., 17 F. Partisan déclaré du fédéralisme, l'auteur se livre à une analyse passionnante du fait national et suggère une formule pour la France dans la perspective de l'Europe.

- « Esprit », décembre 1968, 7 F. sur le thème « Unité nationale et minorités culturelles » des textes et une table ronde avec J.M. Doamenach, R. Lafont, P. Fougeyrollas, C. Lavau, V. Monteil, etc.

- « Les Temps Modernes », novembre 1968, 4,20 F. la solitude d'une institutrice de village en Lozère (texte d'H. Bastide) ou la vie en province vue de l'intérieur.

Théâtre

- LE DIABLE ET LE BON DIEU, de Jean-Paul Sartre. Théâtre National Populaire. Place du Trocadéro. PAS. 81-15. Prix maximum : 9,50 F. Voir article de C. Glayman.

- RABELAIS Jeu dramatique de J.-L. Barrault. Elysée-Montmartre, 72, bd Rochecouart. 606-99-72. Prix max. 20 F. Tous les styles, toutes les façons de raconter. Un spectacle disparate mais vivant. Beau-coup de jolies filles, des cacheurs. Barrault et Rabelais au meilleur de leur forme.

- FIN DE PARTIE, de Samuel Beckett. ALPHA 347, 20 bis, rue Chaptal. TRI 28-34. Prix max. 24 F. Une des pièces maîtresses de Beckett. Roger Blin inoubliable dans son plus grand rôle.

- CHENE ET LAPINS ANGORA, de Martin Walser. Théâtre National Populaire. Prix max. 9,50 F. Les contre-coups du nazisme dans une Allemagne un peu folklorique. Un numéro Dufilho à ne pas manquer.

- LE CYGNE NOIR, de Martin Walser. Théâtre Moderne, 15, rue Blanche. TRI 94-28. Prix max. 26 F. Plus austère. Plus authentique. Une mise en scène sobre et sensible de Sacha Pitoëf. Voir article de Dominique Nores.

- LA FAMILLE TOTT, de Istvan Orkeny, adaptée par Claude Roy. Gaîté-Montparnasse, 26, rue de la Gaîté. MED. 16-18. Prix max. 27,75 F.

Comment peut-on vivre en Hongrie ? Un thème sérieux animé par des acteurs au comique sûr : Galabru, Jabbour...

- LA COUPE D'ARGENT, de Sean O'Casey. Théâtre de l'Est Parisien, 17, rue Malte-Brun, 636-79-09. Prix : 7 F. Du terrain de foot aux tranchées de 14. De l'humour irlandais. Une des meilleures mises en scène de Guy Rétoré.

- FRAGMENTS ET LES CHINOIS, de Murray Schisgal adapté par Laurent Ter-

zieff, Vieux Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier. LIT. 57-87. Prix max. 22 F. Drôle. Très bien joué.

- JE ME SOUVIENS DE DEUX LUNDIS, d'Arthur Miller. Théâtre Daniel Sorano. 80, av. de la République, Vincennes 808-59-01. Prix max. 12 F. Le 19 et le 22 décembre. La vie difficile d'un groupe de travailleurs. Un Miller tchékoven.

- L'ILE DE LA RAISON, de Marivaux. Théâtre Daniel Sorano. Les 20, 21 et 31 décembre. Voir article C. Glayman.

- L'HOMME DE LA MANCHA (Jacques Brel). Théâtre des Champs-Élysées, 15, av. Montaigne. ELY. 72-42. Prix max. 36 F.

Yugoslavie

A la recherche de la démocratie socialiste

Jean-Marie Vincent

Une délégation du P.S.U. a séjourné quelques jours en Yougoslavie à la fin du mois de novembre. Ce séjour était, bien entendu trop court pour qu'elle puisse faire le tour de toutes les questions concernant l'édification du socialisme en Yougoslavie, mais il lui a permis de toucher du doigt l'ampleur des problèmes qui assaillent les communistes yougoslaves et la vitalité de la société créée après la victoire de la Révolution en 1945.

La Yougoslavie s'est engagée depuis 1950 dans ce qui alors pouvait apparaître l'aventure de la gestion ouvrière des entreprises. Aujourd'hui, plus personne ou à peu près personne ne remet en question ce choix fondamental, des opposants de droite comme Milovan Djilas, aux opposants de gauche comme les intellectuels de la revue « Praxis ». Le démantèlement partiel de l'appareil bureaucratique (encore accentué par la condamnation il y a quelques années du groupe d'Alexandre Ranković) qui ne fut au fond que la suite logique de la décentralisation nécessitée par l'autogestion a fait bénéficier la Yougoslavie d'une liberté d'expression et de mouvements inconnue en temps normal par les autres pays qui ont rompu avec le capitalisme. L'abondance et la qualité de l'information fournie aux Yougoslaves ne manquent pas de frapper l'observateur venu de l'étranger de même que le très grand libéralisme de la vie culturelle. Les écrivains, les intellectuels et même les hommes politiques yougoslaves ont la possibilité de suivre tout ce qui se passe dans les autres parties du monde et en font usage avec profusion. Le mouvement révolutionnaire de mai-juin en particulier a été suivi avec une attention passionnée et n'a pas fini de susciter des commentaires. Quoique pays sous-développé au début des années cinquante, la Yougoslavie pourrait en remonter dans ce domaine à maints pays occidentaux qui vantent à chaque occasion son climat démocratique.

La révolte étudiante

Toutefois, le pays est confronté à de graves problèmes économiques, sociaux et politiques. En juin dernier la révolte étudiante, puis les congrès

syndicaux marqués par une vague de critiques venant des délégués de base ont montré qu'il existait un malaise profond. En effet, si depuis la réforme économique de 1965 la situation économique s'est considérablement améliorée — l'économie yougoslave est une des plus dynamiques du monde — les inégalités sociales se sont développées, le chômage et l'émigration n'ont pas diminué et le niveau de vie des travailleurs a peu augmenté. Un peu partout, y compris dans la ligue des communistes, on met en cause une « bourgeoisie rouge » qui n'a certes pas les moyens d'accumuler du capital, mais se taille une part trop importante du revenu national. De façon générale les opposants ouvriers et étudiants considèrent que l'autogestion reste trop limitée au niveau de l'entreprise et au niveau local et se trouve de ce fait vidée d'une partie de son contenu. Les collectifs ouvriers qui ne peuvent la plupart du temps s'appuyer sur une planification centrale efficiente sont obligés d'assumer comme des données impératives les rapports existant sur le marché et doivent trop souvent accepter les orientations que proposent les directions d'entreprise ou les personnels de qualification supérieure. L'obligation de rechercher la rentabilité s'ajoute à cela pour désarmer les conseils ouvriers et recréer au niveau de l'entreprise des phénomènes de bureaucratisme. À l'heure actuelle on est encore loin de l'objectif que se fixait le programme de la Ligue des communistes en 1958 : « Dans un système social où la reproduction sociale élargie est planifiée, où le produit social est réparti suivant un plan et où l'on pratique une politique de crédits, d'investissement, il est possible, en principe, d'éviter l'anarchie du marché. La société doit établir par des mesures économiques et régulatrices appropriées des rapports matériels qui permettront le déroulement normal de la reproduction et exerceront ainsi une influence décisive sur la formation des prix ». Un dirigeant politique devait d'ailleurs déclarer à notre délégation que la Yougoslavie n'avait pas encore résolu le problème des rapports entre planification et autogestion. Le retour en arrière vers une planification autoritaire et bureaucratiquement centralisée est im-

possible, mais le recours généralisé à des mécanismes de marche a épuisé ses effets positifs et entraîne maintenant des difficultés nouvelles. La Yougoslavie socialiste est donc condamnée à innover et à rechercher un système où l'initiative d'en bas assurera la centralisation démocratique nécessaire en matière de revenus, de planification, etc...

Les exigences de la Démocratie

Il est évident, par conséquent, qu'on touche par là à des problèmes politiques fondamentaux. Depuis des années, la Ligue des communistes elle-même s'est aperçue qu'il fallait démocratiser les structures politiques. Elle a favorisé certaines formes de discussion dans son sein, a généralisé la publicité de ses débats, a largement renouvelé ses cadres et a essayé d'éviter son identification avec l'appareil d'Etat. D'un certain point de vue cette politique a porté des fruits, puisque lors de la révolte étudiante, s'il y eut des réactions typiquement bureaucratiques, l'attitude prise fut finalement libérale (malgré un certain nombre d'exclusions de la Ligue). Mais beaucoup de responsables politiques ou de simples citoyens ne cachent pas que le problème de la démocratie n'est pas encore véritablement résolu. Les contradictions entre nationalités, les inégalités économiques régionales exigent pour qu'on puisse y faire face, un arbitre fort qui ne peut être que la direction de la Ligue. A la faveur de cette nécessité difficilement contestable, toutes les tendances bureaucratiques cherchent naturellement à défendre leurs positions et à limiter tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Ligue les débats sur les grands problèmes. Elles n'y réussissent pas complètement, mais représentent un frein considérable au développement de la démocratie socialiste.

Après Prague

Toutes ces questions ont été très discutées en Yougoslavie après le mois de juin, mais l'atmosphère de défense nationale qui a suivi l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie en août, a fait passer un peu au second plan ces préoccupations. Et là, il y a un des problèmes majeurs de la Yougoslavie d'aujourd'hui. Pendant une longue période, les dirigeants yougoslaves avaient pensé qu'une politique étrangère de non-alignement et une collaboration amicale avec l'U.R.S.S. khrouchtchévienne permettraient de garantir contre les pressions de l'Est ou de l'Ouest l'originalité de la voie qu'ils sui-

vaient. Maintenant ils savent que cette orientation est en grande difficulté. Les partenaires de la conférence des pays non alignés de 1961 sont presque tous hors d'état de suivre les Yougoslaves pour des raisons souvent fort différentes (de l'Inde à l'Égypte en passant par l'Indonésie). L'U.R.S.S. en proie à la restalinisation, ne cache plus son intention de discipliner l'Europe Orientale et observe avec beaucoup de suspicion ce qui se passe à Belgrade. Aussi, s'il n'y a pas dans l'immédiat de danger d'invasion, rien ne permet d'affirmer qu'en cas de nouveaux mouvements centrifuges dans les démocraties populaires, la Yougoslavie — ce foyer infectieux pour les Brejnev — ne serait pas menacée. Dans ces circonstances dramatiques pour eux — l'isolement diplomatique pouvant même comporter des conséquences graves dans les relations économiques avec l'Est et l'Ouest — les Yougoslaves réagissent avec fermeté. Ils préparent tout ce qui est nécessaire pour une guerre populaire de longue durée et en même temps refusent la garantie de l'O.T.A.N. Ils n'abandonnent pas l'espoir que l'avancée des forces socialistes à l'Est et à l'Ouest vienne un jour desserrer l'étau et mettre fin à l'encerclement.

On peut bien sûr discuter du bien fondé de tel ou tel aspect de la politique extérieure yougoslave, mais après notre visite, il nous paraît inadmissible de vouloir maintenir le communisme yougoslave en quarantaine au nom de l'internationalisme. Ce qui se passe à Belgrade, Zagreb ou Yubiana nous concerne tout autant que ce qui se passe à Cuba ou en Chine et il serait absurde d'ignorer tout le potentiel révolutionnaire d'un pays qui depuis plus de vingt ans reste extraordinairement dynamique dans la façon d'aborder ses propres contradictions. Toute menace contre la Yougoslavie même si elle vient d'un pays qui se dit socialiste doit être combattue avec la dernière énergie. □

BULLETIN D'ADHESION AU P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

.....

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U. :

81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e